

The background of the entire page is a photograph of two flags flying against a bright blue sky with scattered white clouds. On the left is the Ukrainian national flag, featuring a yellow top half and a blue bottom half. On the right is the Russian national flag, featuring a white top half, a blue middle band, and a red bottom half. The flags are slightly out of focus, creating a sense of depth. The text is overlaid on this image.

**UKRAINE-RUSSIE**

**DU FANTASME  
À LA RÉALITÉ,  
DE L'ILLUSION A  
LA DÉSILLUSION**

**Général (2s) Antoine Martinez**

# CONFLIT UKRAINE-RUSSIE : DU FANTASME À LA RÉALITÉ, DE L'ILLUSION A LA DÉSILLUSION

\*\*\*

Face à la guerre en Ukraine qui aurait pu et qui aurait dû être évitée, avons-nous encore le droit, dans un monde pourtant dit libre, d'appréhender cette situation dramatique avec une grille de lecture non manichéenne ou sommes-nous sommés de nous soumettre à la seule vérité dispensée officiellement sous peine d'être invectivés et insultés ?

Car oui, ce conflit pouvait être évité en admettant objectivement, après l'expansion continue de l'OTAN depuis la fin de la Guerre froide vers les frontières russes – une obsession devenue pathologique pour certains – que l'admission de l'Ukraine dans cette organisation n'est pas acceptable car elle constitue un *casus belli* pour la Russie.

Les enjeux de sécurité de la Russie, aussi légitimes que ceux des pays membres de l'UE, ne peuvent pas être ignorés et vouloir l'exclure, alors qu'elle est partie prenante, d'une architecture sur la sécurité européenne qui concerne l'ensemble du continent européen ne semble ni judicieux ni responsable.

Une telle situation est de nature à créer des tensions inutiles et dangereuses.

Alors, faire aujourd'hui un mauvais calcul, après avoir créé les conditions du déclenchement de ce conflit, en mésestimant la détermination de la Russie serait une erreur coupable aux conséquences dramatiques pour l'Europe tout entière.

Car lorsque Vladimir Poutine affirme que la question de l'Ukraine est devenue une question existentielle, il faut le croire. Il ira donc jusqu'au bout.

Le manque de culture historique de beaucoup de dirigeants actuels et de très nombreux journalistes, voire leur manque de discernement ou leur ignorance peuvent conduire à des dérives meurtrières.

Cinq mois après l'engagement des troupes russes sur le territoire ukrainien, il est important d'essayer de faire un point de la situation et de mener une réflexion sur cette guerre qui se révèle en réalité n'être pas qu'une guerre militaire entre deux Etats.

Un certain nombre de sujets doivent être évoqués, développés et analysés afin de mettre en évidence les véritables enjeux et les risques d'une confrontation généralisée qui n'est pas dans l'intérêt des Européens.

# **CONFLIT UKRAINE-RUSSIE : DU FANTASME À LA RÉALITÉ, DE L'ILLUSION A LA DÉSILLUSION**

- RAPPEL DU CONTEXTE OPPOSANT LE BLOC DE L'OUEST AU BLOC DE L'EST
  
- LA REALITE SUR LA SITUATION MILITAIRE ET SES CONSEQUENCES
  
- LE REGNE ABSOLU DES MEDIAS
  
- L'HOMME QUI A SACRIFIE L'UKRAINE
  
- LA DEFAITE DE L'UKRAINE SIGNERA LA MORT DE L'OTAN
  
- LES ETATS-UNIS PRETS A TOUT POUR IMPOSER LEUR HEGEMONISME
  
- L'UNION EUROPEENNE SIGNE SON SUICIDE GEOPOLITIQUE ET GEOSTRATEGIQUE
  
- FRANCE, UN RENDEZ-VOUS MANQUE AVEC L'HISTOIRE
  
- UNE RAISON INAVOUABLE DE CETTE GUERRE
  
- CONCLUSIONS

## RAPPEL DU CONTEXTE OPPOSANT LE BLOC DE L'OUEST AU BLOC DE L'EST

Dans un premier temps, il est nécessaire de rappeler le contexte. La Guerre froide qui opposait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale le bloc de l'Ouest (OTAN) à celui de l'Est (Pacte de Varsovie) s'est achevée au début des années 1990 par la victoire du premier acquise finalement sans combat, provoquant l'effondrement et la disparition de l'URSS. Les conséquences de ce bouleversement furent immédiates avec la disparition des fortes tensions qui avaient marqué pendant des décennies la région Centre-Europe, entraînant alors beaucoup d'espoir chez les peuples européens (suppression du rideau de fer, la destruction du mur de Berlin en étant le symbole le plus emblématique). Ces conséquences sur le plan géopolitique se sont traduites par la dissolution du Pacte de Varsovie, par la réunification de l'Allemagne et la sortie des pays de l'Europe de l'Est du giron soviétique pour celui de l'Europe de l'Ouest avec la volonté rapidement exprimée par ces anciens satellites de l'Union soviétique d'entrer dans l'OTAN avant même d'envisager leur adhésion à l'Union européenne (UE). Sur le plan géostratégique et politico-militaire, il faut bien reconnaître que les efforts consacrés à la défense – qui ont pourtant permis de gagner la Guerre froide – ont rapidement été oubliés. Il était temps, en effet, selon le mot resté célèbre, « *d'engranger les dividendes de la paix* » (L. Fabius). C'est ainsi que, pendant plus de trente ans, les pays européens n'ont eu de cesse de réduire dangereusement et de façon irresponsable leurs moyens consacrés à la défense. La France, par exemple, est passée de 3,5 % du PIB à la fin de la Guerre froide à 1,2 % à la fin du quinquennat de François Hollande ! Alors, quand survient une crise majeure, comme celle que nous vivons sur le continent européen, il est impossible pour l'UE, collectivement ou pour un quelconque de ses membres, même pour la France, d'avoir la moindre influence ou la moindre capacité d'apporter une contribution sur le plan diplomatique ou d'exercer une pression pour permettre la désescalade. La diplomatie est rendue impuissante dans la mesure où elle ne dispose pas d'un bras armé adapté pour peser dans une crise majeure. Le maintien de l'OTAN – organisation originellement défensive mais devenue rapidement offensive – après la dissolution du Pacte de Varsovie est à l'origine de cette impuissance des pays européens qui ont cédé leur propre protection aux Etats-Unis. L'OTAN s'est ainsi transformée en une organisation plus politique que militaire et est ainsi devenue un outil de contrôle des pays européens et de défense des intérêts des Etats-Unis. Plus de trente ans après la fin de la Guerre froide, ces derniers sont opposés et s'opposeront par tous les moyens à un rapprochement des pays européens avec la Russie. C'est pourquoi l'autonomie stratégique européenne – sans parler de l'industrie de défense européenne ou d'une hypothétique armée européenne – évoquée par certains, et en particulier par la France, ne pourra jamais exister, l'OTAN constituant un obstacle rédhibitoire à notre souveraineté et à celle des Européens.

Ce préambule sur le contexte est important car il pose le problème du renoncement et de la faiblesse des pays européens et donc de leur impuissance sur les plans diplomatique et militaire. L'adhésion prochaine de la Suède et de la Finlande à l'OTAN ne fait d'ailleurs – outre le fait de mettre de l'huile sur le feu – que consacrer, en fait, la vassalisation de l'Europe aux Etats-Unis. Toutefois, le conflit entre la Russie et l'Ukraine pourrait, paradoxalement, être à l'origine d'une défaite cuisante de l'OTAN, posant le problème de sa propre survie, lorsque l'Ukraine sera contrainte d'admettre sa défaite. Car la Russie, poussée à l'agression, est condamnée à ne pas perdre.

## LA REALITE SUR LA SITUATION MILITAIRE ET SES CONSEQUENCES

En évoquant et en analysant la situation militaire, il faut

**rappeler d'abord** que l'opération lancée le 24 février dernier par le président russe n'est pas le point de départ de ce conflit mais est une suite logique d'une guerre préparée par les Etats-Unis. Ces derniers sont à la manœuvre en Ukraine depuis de très nombreuses années puisqu'ils sont à l'origine du coup d'Etat de février 2014 entraînant le renversement du président ukrainien pro-russe Victor Ianoukovitch. Cette révolution dite de Maïdan a provoqué de fortes tensions avec la Russie et en Ukraine même et elles ont conduit à une scission entre l'ouest du pays soutenant le nouveau pouvoir tourné vers l'UE et sa partie est où résident en majorité des populations russophones. C'est à partir de cette époque que la haine des Ukrainiens contre la population pro-russe s'est déchaînée. Le statut de la langue russe comme seconde langue officielle est ainsi supprimé dès février 2014. Cette décision provoque une tempête dans la population russophone qui entraîne rapidement une répression féroce contre les régions russophones (Odessa, Dniepropetrovsk, Kharkov, Lougansk, Donetsk) et conduit à une militarisation de la situation et à des massacres (Odessa, Marioupol, Donbass). Il faut entendre la violence des propos tenus en décembre 2014 par le président ukrainien Petro Porochenko élu le 7 juin, quelques mois avant, contre les habitants de l'est du pays et sa façon de vouloir les traiter pour les soumettre : *« Nous aurons du travail et eux non. Nous aurons les retraites et eux non. Nous aurons des avantages pour les retraités et les enfants, eux non. Nos enfants iront à l'école et à la garderie, leurs enfants resteront dans les caves...Et c'est comme ça, précisément comme ça que nous gagnerons cette guerre ! »* Depuis lors, c'est une guerre à mort qui est livrée par le pouvoir central de Kiev contre une partie de son peuple, russophone, avec des troupes formées par l'OTAN. C'est même d'une guerre civile qu'il s'agit avec environ 14 000 victimes en huit ans. Tout cela dans un silence médiatique assourdissant. Il faut écouter les médias occidentaux et particulièrement français se taire !

**ensuite**, la décision de Vladimir Poutine d'engager ses troupes sur le territoire ukrainien, le 24 février, a provoqué curieusement au sein même des forces armées françaises un coup de tonnerre avec le limogeage du général commandant la Direction du renseignement militaire (DRM) à qui il a été reproché *« des insuffisances dans le travail du renseignement pendant la crise ukrainienne, un manque d'information et de mauvaises connaissances sur le sujet »*. En réalité, il semble qu'une divergence d'analyse de la DRM – donc de la France – avec les services de renseignement américains – donc des Etats-Unis – sur les véritables intentions de Vladimir Poutine en soit à l'origine. Le chef d'état-major des armées françaises (CEMA) avait admis dans *Le Monde* des divergences d'analyses entre Paris et Washington sur la question d'une possible invasion de l'Ukraine. *« Nos services pensaient que la conquête de l'Ukraine aurait un coût monstrueux et que les Russes avaient d'autres options pour renverser le président Volodymyr Zelensky. Les Américains disaient que les Russes allaient attaquer, ils avaient raison »*. Une telle déclaration (*« ils avaient raison »*), a posteriori il faut le souligner, c'est à dire après l'attaque russe, permet de « justifier » ce limogeage et, conséquence fâcheuse, de jeter le discrédit sur la compétence des experts de la DRM. Mais ce limogeage n'est-il pas dû, en réalité, au refus de la DRM d'adhérer à l'analyse que les Etats-Unis voulaient imposer à tous les membres de l'OTAN ? Car, dans le cas présent, l'analyse de la DRM présentée aux autorités politiques était parfaitement fondée. La première phase de l'attaque de l'armée russe en témoigne d'ailleurs avec le coût humain qu'elle a payé et que ne voulait certainement pas Vladimir Poutine. On peut, en outre, se demander pourquoi ce dernier n'a pas procédé au préalable au rapatriement des avoirs de la banque centrale russe détenus dans l'UE si sa décision d'attaquer avait été prise bien avant le 24 février. Mais ce

« *ils avaient raison* » du CEMA, au-delà du suivisme systématique des dirigeants de notre pays, traduit le cynisme et le machiavélisme des Etats-Unis, à la manœuvre en Ukraine, qui ont précisément tout fait pour pousser le président russe à attaquer, préparant minutieusement cette échéance et en l'annonçant pendant des jours et des semaines. Elle a fini par se produire car elle ne pouvait pas ne pas se produire, Vladimir Poutine ayant été poussé dans un piège minutieusement élaboré. Il ne s'agit pas avec ce « *ils avaient raison* » du résultat d'une analyse et d'une démarche rationnelles et intellectuellement honnêtes qui caractérisent le renseignement mais d'une manœuvre de désinformation et de manipulation condamnable.

**cette transition** permet d'aborder le déclenchement de l'opération militaire. Elle n'est, en réalité, pas engagée le 24 février par Vladimir Poutine mais le 16 février par l'armée ukrainienne qui a commencé à pilonner les populations civiles du Donbass, mettant Vladimir Poutine devant un choix difficile. L'augmentation massive des tirs contre la population du Donbass à partir de cette date indique aux Russes qu'une offensive majeure est imminente. Cette augmentation massive des tirs est d'ailleurs établie par les rapports journaliers des observateurs de l'OSCE (cf. annexe 1). Ces rapports constituent donc des éléments d'information indiscutables. Cependant, ni les médias, ni l'UE, ni l'OTAN, ni aucun gouvernement occidental ne réagit. Ils passent, en fait, sous silence le massacre des populations russophones du Donbass car ils savent que cela ne peut que provoquer une intervention russe. Il s'agit, en fait, d'une provocation organisée – qui pourrait d'ailleurs être qualifiée de crime de guerre (bombardement de populations civiles) – destinée à pousser la Russie à la faute en intervenant. Pour s'en convaincre, mais est-ce surprenant, le président américain, Joe Biden, annonce le 17 février, avec une assurance machiavélique, que la Russie va attaquer l'Ukraine dans les prochains jours. Il a évidemment raison puisque la situation va évoluer conformément au scénario écrit. Le CEMA le confirmera (a posteriori) dans sa déclaration au journal *Le Monde* en parlant des Etats-Unis : « *ils avaient raison* ». Ce qui aurait été surprenant, c'est que la Russie ne réagisse pas. Un autre point important doit cependant être mentionné. Les préparatifs ukrainiens qui ont précédé ces bombardements massifs ont poussé le parlement russe très inquiet à demander à Vladimir Poutine de reconnaître l'indépendance des républiques du Donbass, ce qu'il refuse dans un premier temps. Ce n'est que le 21 février, devant l'aggravation de la situation, qu'il accède à la demande du parlement et reconnaît l'indépendance des deux républiques du Donbass. Dans la foulée, il signe avec elles un traité d'amitié et d'assistance. Dès lors, le signal lancé par la Russie est un avertissement clair sur le risque d'une intervention en cas de poursuite de ces bombardements massifs et meurtriers. Les bombardements ukrainiens sur les populations du Donbass s'accroissant, les deux républiques du Donbass demandent alors, le 23 février, l'aide militaire de la Russie. Le 24, Vladimir Poutine, invoquant l'article 51 de la Charte des Nations unies (entraide militaire dans le cadre d'une alliance défensive), décide d'intervenir en Ukraine (CQFD). Tout a été fait pour déclencher cette intervention. Les Etats-Unis ont une immense responsabilité dans cette agression russe qu'ils ont provoquée.

**s'agissant des objectifs fixés** pour cette opération, ils sont précisés par Vladimir Poutine dans son allocution du 24 février : démilitariser et dénazifier l'Ukraine. Il ne s'agit pas de s'emparer de l'Ukraine, ni de l'occuper ou de la détruire. Cette opération est lancée dans l'urgence le 24 février, huit jours après le début des bombardements massifs des populations civiles du Donbass précédant de quelques jours l'assaut des forces de Kiev. C'est la raison pour laquelle elle a été qualifiée d'opération spéciale car il ne s'agit pas d'une guerre classique de haute intensité contre un ennemi irréductible mais plutôt d'une opération de libération d'une population amie (Donbass) martyrisée pendant huit ans dans le silence assourdissant des dirigeants et des médias occidentaux. C'est pourquoi la Russie a décidé de n'engager que 12 % à 15 % de ses soldats, sans faire jouer ses

immenses réserves et sans déclarer de mobilisation partielle et encore moins générale. L'opération est, en fait, menée en infériorité numérique avec un rapport de force de 1 contre 2 alors que les experts admettent que le rapport de force au sol requis en phase offensive doit être de 3 contre 1, voire de 5 contre 1 en zone urbanisée. L'armée russe a donc été engagée avec des effectifs évalués à 150 000 hommes en premier échelon avec 50 000 hommes supplémentaires en second échelon constituant une réserve de théâtre. Les forces ukrainiennes alignent de leur côté environ 210 000 hommes d'active renforcés par 250 000 réservistes opérationnels. Ces forces ukrainiennes ont été instruites depuis 2014 par des cadres américains et britanniques.

**sur le plan de l'interprétation des intentions et des actions russes menées**, les médias occidentaux, qui donnent le la avec une pléthore d'experts désignés et qui exercent une grande influence et une lourde pression sur les décisions que prennent les dirigeants, ont commis une grave faute dès le départ. En instaurant par principe l'existence dans ce conflit d'un bon et d'un méchant et en concluant rapidement, sans réelle expertise ni objectivité mais en sélectionnant les informations qu'ils diffusent, que la Russie n'est pas en mesure de gagner cette guerre, ils ont répandu l'idée que l'Ukraine va la gagner trompant ainsi dangereusement l'opinion publique et le peuple ukrainien car le réveil sera douloureux. Il faut bien comprendre la situation de départ. Depuis 2014, avec la fracture du pays entre l'Ouest et l'Est et les velléités d'autonomie manifestées par les républiques russophones du Donbass, les forces armées ukrainiennes stationnent et évoluent, pour leur plus grande partie, face à cette région où elles n'ont cessé de s'organiser et de se fortifier dans la perspective de lancer un jour une grande opération de nettoyage contre les séparatistes. La ville de Kramatorsk dans le centre-est du pays abrite le commandement de ces forces. Compte tenu de cette situation et de la géographie du pays, les Russes se sont engagés fort logiquement et simultanément sur trois axes stratégiques, du sud vers le nord, de l'est vers l'ouest, du nord vers le sud, afin de converger et refermer cette tenaille, neutraliser les forces ukrainiennes qui s'y trouvent, libérer le Donbass et démilitariser toute cette région. C'est l'objectif stratégique de la Russie fixé par Vladimir Poutine. Un quatrième axe stratégique a été engagé, du nord-ouest vers le sud, vers la capitale Kiev. Contrairement aux analyses orientées des plateaux des chaînes de télévision, l'intention des Russes n'était pas de s'emparer de la capitale mais de fixer pendant un temps dans cette région le reste de l'armée ukrainienne pour l'empêcher de venir renforcer la partie fixée à l'est du pays face aux troupes russes au moment de leur engagement. Il faut toujours avoir présent à l'esprit ce principe du rapport de force. A 1 contre 1 ou 1 contre 2, il est hors de question de s'engager dans un combat urbain. C'est suicidaire pour l'attaquant. C'est la raison pour laquelle les Russes sont restés à distance de la capitale. En revanche, même s'ils ont réussi à neutraliser rapidement les forces aériennes ukrainiennes et obtenu ainsi une certaine maîtrise de l'espace aérien, les Russes ont commis une double erreur d'appréciation dans leur engagement au sol : ils ont sous-estimé les capacités guerrières et de réaction de leur adversaire et, par voie de conséquence, négligé le principe du rapport de force. Cela leur a valu de lourdes pertes humaines dans la première phase de ce conflit. Mais cela ne confirme-t-il pas le bien-fondé de l'analyse de la DRM qui considérait que la Russie disposait d'autres options que l'agression de l'Ukraine car elle estimait que le coût humain serait trop élevé ? Cette analyse offrait des opportunités à la diplomatie pour tenter de calmer le jeu. Elle ne pouvait cependant pas être admise par les va-t-en guerre qui voulaient que ce conflit éclate.

**face à l'hystérie médiatique** qui perdure, alimentée par des informations choisies, donc partielles, voire partisans, et par l'étalage d'analyses d'experts sélectionnés pour la plupart pour leur obédience otanienne, n'est-il pas enfin temps de cesser de fantasmer et de revenir à la réalité ? Car il faut bien admettre, cinq mois après le début de cette opération, qu'en poussant la Russie à l'agression, les Etats-Unis et l'OTAN, aveuglés par

leur russophobie obsessionnelle, ont fait un très mauvais calcul dont – il ne fait aucun doute – l'Ukraine pâtira sérieusement. Il est d'ailleurs prévisible que l'Ukraine, non seulement sera lâchée par ses actuels « protecteurs » ou « mandataires » qui se sont servis d'elle pour appliquer leur stratégie belliqueuse dans le seul but d'affaiblir durablement la Russie, mais sera malheureusement contrainte, lorsque viendra le moment, de se plier à la dure loi appliquée au vaincu. Il aurait été plus sage de renoncer à vouloir faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN. Car qui peut penser qu'après avoir atteint les objectifs fixés en engageant cette opération, la Russie – pour qui il s'agit d'une question existentielle – après avoir payé un lourd tribut, pourra revenir aux frontières d'avant le 24 février 2022 ? L'annexion des territoires qu'elle aura décidé d'occuper est une perspective d'autant plus crédible que les zones conquises ou en voie d'être conquises militairement sont russophones, voire russophiles pour certaines. L'Ukraine sortira donc de ce conflit amputée d'une partie de son territoire. D'ailleurs, même le Secrétaire général de l'OTAN a évoqué très récemment le démantèlement de l'Ukraine : « *La paix est possible, la seule question est quel prix êtes-vous prêt à payer pour la paix ? Combien de territoire, combien d'indépendance, combien de souveraineté êtes-vous prêt à sacrifier pour la paix ?* » Si les Etats-Unis pourront se remettre de cet échec cuisant – ce ne sera pas la première fois – il n'en sera probablement pas de même de l'OTAN qui aura démontré son incapacité à défendre son protégé et donc son inutilité, signant ainsi son arrêt de mort. C'est son existence même qui est, en effet, dorénavant en jeu. Quant à l'UE, en voulant sanctionner économiquement la Russie, elle ne réussira en réalité qu'à se pénaliser elle-même et à étaler ses divisions à venir et ses faiblesses. En outre, en persistant dans la voie otanienne, elle renoncera de fait à sa « souveraineté européenne » tant prônée par le président de la République, et donc à l'autonomie stratégique européenne, à l'industrie de défense européenne, en un mot à la défense européenne. Il serait donc temps de reconnaître la réalité sur le terrain car le réveil risque d'être brutal et cruel.

**un point objectif de la situation militaire** et de ses conséquences doit être fait en tenant compte des causes de ce conflit, des objectifs et de la stratégie suivie par les belligérants, et finalement concrètement de la dure réalité des combats, une réalité étrangère, à bien des égards, aux versions données par les chaînes de télévision. Il faut, en effet, arrêter de mentir et de travestir la vérité (cf. annexe 2).

Après avoir échoué dans sa tentative de faire revenir à la raison le régime de Kiev et ceux qui soutiennent ce dernier (Etats-Unis, OTAN, UE) en renonçant à l'admission de l'Ukraine dans l'OTAN considérée comme un *casus belli*, la Russie a décidé d'engager dans un premier temps des opérations militaires astreignantes et ciblées (défense des républiques du Donbass). Cependant, les difficultés rencontrées (mauvaise évaluation des capacités guerrières des troupes ukrainiennes, formées depuis 2014 par l'OTAN) et les erreurs commises (engagement avec un rapport de force peu compréhensible de 1 contre 2, manque probable de coordination entre les grandes unités engagées sur les trois axes stratégiques dans la première phase des opérations (sud, centre, nord) visant la région Centre-Est de l'Ukraine où sont stationnées une très grande partie des forces ukrainiennes face au Donbass), sans oublier les aides multiples occidentales (livraisons de matériels mais également le renseignement en temps réel sur le terrain fourni par les Etats-Unis et l'OTAN) ont obligé les forces russes à revoir leur engagement sur le plan opératif et à revenir à des procédures plus classiques bâties sur une stratégie du choc visant à systématiquement assommer et démoraliser l'adversaire tout en limitant leurs propres pertes. C'est la stratégie appliquée depuis le début de la deuxième phase du conflit : frappes intenses de l'artillerie, assauts immédiats, effondrement des unités ukrainiennes avec leur reddition, retraits tactiques dans des secteurs choisis pour faire sortir les unités ukrainiennes de leur zone de défense et les lamener en rase campagne (l'exemple de l'opération menée dans le secteur de Kharkov est emblématique à cet égard), maintien

d'une forte pression continue empêchant toute retraite organisée d'unités prises au piège (l'opération menée dans la zone de l'usine Asovstal de Marioupol constitue un cas d'école : retraite des combattants ukrainiens impossible par voie terrestre, aérienne ou maritime : les forces russes ont habilement attendu leur reddition). Ce mode opératif – qui consiste à faciliter, en fonction de l'implantation des unités ukrainiennes, la formation de chaudrons pour mieux les piéger en les encerclant avec au bout la mort ou la reddition – porte ses fruits et se traduit par des progressions territoriales régulières plus ou moins importantes selon les secteurs concernés. Rappelons que les difficultés rencontrées tiennent d'une part à l'implantation d'une grande partie des troupes ukrainiennes les plus aguerries dans la région Est du pays, de leur organisation et de leurs infrastructures défensives décidées depuis 2014, d'autre part de la décision de la Russie de s'engager dans cette opération avec un rapport de force de 1 contre 1, voire de 1 contre 2, décision pour le moins audacieuse.

Ainsi, si les forces ukrainiennes ont réussi à maintenir leurs positions et à opposer une résistance farouche dans la poche de Severodonetsk, celle-ci s'est finalement refermée et cette bataille est aujourd'hui perdue pour les Ukrainiens. Le scénario de Marioupol s'est répété avec la reddition des forces qui ne se sont pas repliées à l'Ouest de la rivière Donest lorsqu'il était encore temps. Par ailleurs, les troupes ukrainiennes abandonnent dans ce cas le matériel sur le terrain et deux canons autoportés, du type *Caesar* livrés par la France, auraient été détruits et deux autres auraient été récupérés par les Russes. Ce coup de boutoir laborieux des forces russes dans ce secteur leur a permis de faire sauter un verrou important qui les bloquaient et devrait leur permettre de poursuivre leur progression et refermer d'autres verrous un peu plus au sud dans lesquels les forces ukrainiennes risquent d'être piégées si elles n'amorcent pas à temps leur repli, de toutes façons dans des conditions très difficiles. Ce coup de boutoir dans la poche de Severodonetsk/Lyssytchansk devrait surtout ouvrir aux forces russes la voie vers Kramatorsk qui abrite le commandement de toutes les forces ukrainiennes opérant dans l'est du pays (cf. annexe 3). Kramatorsk, point capital sur le plan stratégique pour les deux parties, devient donc désormais l'objectif à atteindre pour les Russes. La chute de Severodonetsk et de Lyssytchansk pourrait symboliser le passage à une troisième phase de l'engagement des forces russes en Ukraine. On peut alors penser que dès que Kramatorsk tombera, les forces ukrainiennes ne seront plus en mesure de reconquérir les territoires occupés par les forces russes dont la priorité sera probablement de progresser rapidement sur la partie sud de l'Ukraine pour s'emparer de Mikolaïv et d'Odessa. Il est également probable que les forces russes recevront l'ordre de s'emparer de Kharkov et de la région environnante, au nord-est. Cette dernière fournit 44 % de la production du gaz ukrainien. La visite surprise du ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, aux troupes russes dans ce secteur, à la fin du mois de juin, n'est pas anodine et constitue un signe fort qui pourrait correspondre sur le plan militaire à un net basculement de la situation en faveur des Russes. Cette visite pourrait, en outre, marquer la fin de la deuxième phase des combats engagés depuis le 24 février dernier et symboliser le début de la troisième étape de cette guerre.

La démilitarisation et donc la neutralisation de l'est de l'Ukraine sera ainsi acquise et la Mer d'Azov et la Mer Noire dorénavant totalement sous contrôle russe. Les pertes sévères subies par les forces ukrainiennes depuis plusieurs semaines (200 morts/jour selon des sources proches du régime de Kiev, certaines parlant même de plus de 500 morts/jour ; à Severodonesk le nombre de combattants ukrainiens mis hors de combat (morts et blessés) auraient atteint 1000/jour) posent la question de l'état dans lequel elles seront si la guerre continue encore longtemps car plusieurs mois de pertes élevées sont en train d'éroder inexorablement et de façon considérable leur force de combat et leur moral. D'ailleurs, le président ukrainien a signé une loi permettant d'envoyer des combattants de

la défense territoriale dans les zones de combat alors que leur vocation est de rester dans leur ville et région pour les défendre. Par ailleurs, le niveau élevé des pertes ukrainiennes pourrait avoir un effet dissuasif sur le recrutement des mercenaires à l'avenir. Mais les responsables occidentaux et les médias préfèrent ne pas évoquer ces sujets n'hésitant pas à parler des problèmes des forces russes. De plus en plus de rapports font pourtant état de protestations collectives de la part de combattants ukrainiens sur leur armement et leur conditions de vie au combat, voire de désertions. Deux problèmes sérieux liés aux munitions doivent d'ailleurs être pris en compte : leur acheminement vers les zones de combat et le niveau des stocks en voie d'épuisement. Le retour au réel sera douloureux et amer pour tous ceux qui prophétisaient sur les plateaux de télévision que la Russie allait perdre alors qu'elle est en train de faire la démonstration de sa force impassible et déterminée.

## LE REGNE ABSOLU DES MEDIAS

Le rôle funeste, pitoyable et affligeant des médias, en particulier des chaînes de télévision d'information continue, doit être dénoncé. Communément qualifiés de quatrième pouvoir, ne sont-ils pas devenus, en fait, le premier pouvoir, celui qui formate, qui modèle les esprits pour les soumettre afin de les rendre en adéquation avec la pensée dominante érigée en idéologie, voire qui influe lourdement sur les décisions prises par les dirigeants du fait de la terrible pression qu'il exerce sur eux en exploitant à outrance le volet émotionnel de l'information au détriment des faits ?

Ce comportement scandaleux qui, en outre, menace les principes de la démocratie et les principes déontologiques de leur fonction/mission doit être solennellement dénoncé et condamné. Les exemples de mensonges et de travestissement de la vérité sont multiples dans ce conflit entre l'Ukraine et la Russie et méritent d'être évoqués et soulignés car ils sont de nature à créer du malheur.

Car, oui, c'est à une véritable hystérie, à une escalade et à une surenchère médiatiques auxquelles nous avons assisté et continuons d'assister. Nous sommes même aujourd'hui avec ce conflit dans une situation totalement inédite d'un point de vue historique. C'est, en effet, la première fois dans une guerre ouverte où ce ne sont pas les gouvernants et les diplomates qui sont à la manœuvre mais les médias qui imposent une lecture de la situation, voire de l'histoire. Cette attitude qui consiste à jeter de l'huile sur le feu n'est pas propre à calmer les tensions et formate de façon tendancieuse l'opinion publique. Le résultat désastreux est que la mainmise illégitime et néfaste qu'ils exercent sur la conduite de la situation en mettant les gouvernants sous leur pression empêche la diplomatie d'agir. Dans les conflits que nous avons connus précédemment, même pendant les combats, la diplomatie restait active et jouait son rôle pour tenter de faire baisser la tension et élaborer des propositions de sortie de crise ; les belligérants, au plus haut niveau, se parlaient. Dans les circonstances présentes, ce n'est plus le cas, les deux parties étant poussées par ce renversement des rôles entre médias et diplomates vers un « jusqu'au boutisme » extrêmement dangereux qui pourrait déborder du cadre géographique actuel. L'Europe est en première ligne et l'UE devrait s'en préoccuper au lieu d'alimenter le conflit en livrant des armements à l'Ukraine. Ce faisant, les pays européens concernés, et notamment la France, deviennent de plus en plus des co-belligérants et la question qui se pose est de savoir jusqu'où peut aller la retenue de la Russie avant qu'elle décide, si elle le juge indispensable, de frapper directement les bases arrières de ce qu'elle peut considérer comme une ingérence militaire occidentale. La diplomatie doit donc rapidement reprendre ses droits.

Par ailleurs, ce que ne disent pas les médias c'est que Volodymyr Zelensky a été élu en 2019 sur le thème de la paix ! Petro Porochenko, son prédécesseur, avait signé les accords de Minsk II qui n'ont pas été appliqués. Le président Zelensky devait donc tout faire pour les appliquer et ramener la paix avec l'est du pays. Cette région de l'Ukraine a vécu depuis la révolution de Maïdan en 2014, fomentée par la CIA, un enfer sous les bombes de l'armée ukrainienne. Il s'est agi, en fait, d'une guerre civile, avec des milliers de morts, passée sous silence par les médias occidentaux. Ce volet suscite deux observations que les médias se gardent bien d'évoquer.

➤ La première, c'est que les oligarques ukrainiens qui mènent, en réalité, la politique du pays, ne tiennent pas à la paix. Les militaires, de leurs côtés, n'y tiennent pas non plus, car ils voulaient empêcher l'accession à l'autonomie du Donbass. D'où cette guerre

engagée dès 2014 contre cette partie du peuple ukrainien traditionnellement plus tournée vers la Russie que vers l'Ouest. D'ailleurs, certains de ces Ukrainiens se sont naturellement réfugiés en Russie au cours de ces dernières années, les médias n'en ayant jamais parlé mais tentant de nous faire croire aujourd'hui qu'ils ont été déportés. Il n'est donc pas difficile de comprendre l'échec du président Zelensky dans cette « marche vers la paix » et en définitive le choix qui lui a été imposé, celui de laisser les armes parler. Il n'a fait, en fait, que suivre la décision du président des Etats-Unis, Joe Biden, qui a fait le choix des armes.

➤ La seconde, c'est que les accords de Minsk ont été sciemment sabotés par les Etats-Unis. Ces accords, signés le 11 février 2015, par les dirigeants de l'Ukraine, de la Russie, de la France et de l'Allemagne sous l'égide de l'OSCE, déclinent un certain nombre de décisions concernant le Donbass à appliquer. Ce faisant, en désignant la France et l'Allemagne, signataires de ces accords mais surtout garantes de leur application, c'était remettre les Européens au centre du débat, ce dont ne veulent manifestement pas les Etats-Unis qui cherchent, dans leur obsession anti-russe, à contrôler l'Ukraine, frontalière avec la Russie. On peut, de surcroît, relever la responsabilité immense de la France et de l'Allemagne dans la situation présente avec leur renoncement ou leur absence de volonté – et ce pendant huit ans – de suivre et de veiller à l'application de ces accords alors qu'elles en étaient les garantes. On peut même dire qu'en ayant, de plus, opté aujourd'hui pour la cause de l'un des deux belligérants, elles se sont disqualifiées pour un éventuel rôle de médiateur, ce qui est regrettable notamment pour la France qui, assurant la présidence de l'UE au premier semestre 2022, aurait pu en tirer un énorme profit pour elle-même sur le plan diplomatique et pour la paix en Europe. Il faut croire que les Européens, et en particulier la France, se satisfont pleinement de leur statut de vassal des Etats-Unis.

Sur un tout autre sujet, le président russe a parlé, en évoquant les objectifs de la Russie dans l'engagement de cette opération, de dénazification des forces armées ukrainiennes. Les médias se sont rapidement emparés de cette déclaration de Vladimir Poutine pour l'accuser de désinformation ou d'informations infondées (fake news). Or, il faut bien admettre qu'un certain nombre de faits, certains historiques, ne peuvent qu'interpeller mais les médias ne pratiquent-ils pas la censure sélective (cf. annexe 4) ?

➤ Par exemple, chaque année, le 01 janvier, les Ukrainiens célèbrent la mémoire de leur héros Stepan Bandera, héros pour le moins controversé. Le titre de « héros de l'Ukraine » lui a été décerné en janvier 2010 par Viktor Iouchtchenko, président de l'Ukraine à l'époque, geste qui a provoqué la fureur de la Pologne et d'Israël considérant ce nationaliste comme un criminel de guerre. Stepan Bandera est né en 1909 en Galicie, une région de l'empire austro-hongrois récupérée en 1918 par la Pologne. Appartenant à la minorité ukrainienne de Pologne, il adhère très jeune à une organisation nationaliste ukrainienne (l'OUN), très anti-polonaise, qui multiplie les assassinats politiques. Fasciné par les nazis, Bandera prend fait et cause pour ce mouvement politique allemand avant même qu'il ne prenne le pouvoir en Allemagne (selon un rapport de l'ONU, rédigé en 1947, Stepan Bandera, dès 1934, est agent de renseignement au profit de l'Allemagne nazie, et opère dans la section spéciale de la Gestapo). En raison de son activisme, Bandera finit par se faire emprisonner en Pologne, il sera libéré par les Allemands lors de l'invasion de la Pologne en 1939. Il se met aussitôt au service de l'Allemagne nazie et crée une Légion ukrainienne qui participe, en 1941, notamment au massacre des juifs de Lviv et à l'assassinat de plusieurs dizaines de professeurs de l'université de la ville où il avait fait ses études. L'Armée révolutionnaire populaire ukrainienne (UPA) s'est battue ensuite contre les soviétiques aux côtés des nazis. Outre sa participation à la Shoah, on lui reproche aussi le massacre de quelque 50 à 100 000 Polonais de Volhynie, une région qui

se trouve aujourd'hui en Ukraine. Enfin, il faut rappeler que Stepan Bandera est très populaire parmi les soldats ukrainiens qui combattent au Donbass contre les séparatistes.

➤ Autre exemple, jamais évoqué par les médias, chaque 28 avril est célébrée à Kiev la division Waffen SS de Galicie, l'une des nombreuses divisions de la Waffen SS durant la Seconde Guerre mondiale opérant pour le Reich allemand, composée d'Ukrainiens de Galicie. Par ailleurs, de nombreuses milices (Svoboda, Azov, Secteur droit) issues des groupes d'extrême-droite qui ont animé la révolution de Maïdan, en 2014, sont composées d'individus fanatisés et brutaux. La plus connue d'entre elles est le régiment Azov, dont l'emblème rappelle celui de la 2e Panzerdivision SS Das Reich, qui est l'objet d'une véritable vénération en Ukraine, pour avoir libéré Kharkov des Soviétiques en 1943, avant, il faut peut-être ne pas l'oublier, de perpétrer le massacre d'Oradour-sur-Glane en 1944, en France ! Ces milices sont également présentes au sein de la Garde nationale qui ne fait pas partie de l'armée mais constitue une force de défense territoriale. Ces milices paramilitaires sont connues sous le nom évocateur de « bataillons de représailles », principalement formés pour le combat urbain et assurent la défense des villes.

➤ Enfin, les images diffusées après la reddition des unités ukrainiennes à Marioupol sont édifiantes et révélatrices de l'idéologie dans laquelle ces forces armées évoluent. Et cette idéologie n'est pas née en 2014 ! Ces images montrent, en effet, des corps de soldats ukrainiens couverts de tatouages nazis. D'autre part, les médias n'ont pas cherché à connaître les raisons de la présence des civils dans l'usine d'Azovstal, probablement pour ne pas avoir à répondre à une question qui fâche : ces civils n'étaient-ils pas otages (boucliers humains) des combattants ukrainiens ?

On le constate, il y a indiscutablement un esprit nazi dans une partie de la population ukrainienne et au sein des forces armées et paramilitaires. Toutes ces « valeurs », opposées à celles d'une démocratie, ne sont-elles pas un obstacle implacable et rédhibitoire pour une candidature de l'Ukraine à l'UE ? Nos médias pourraient-ils s'exprimer sur ce sujet ? De quel droit la présidente de la Commission européenne, non élue faut-il le rappeler, décide-t-elle d'une procédure accélérée d'admission ? N'est-il pas sidérant que la France puisse appuyer un tel projet non seulement irresponsable sur le plan politique et géopolitique mais condamnable sur les plans de la morale et du droit ? Quant à l'aide apportée à l'Ukraine, qu'est-ce qui justifie depuis 2014, donc avant le conflit présent, la mobilisation des institutions financières de l'UE de subventions et de prêts d'un montant de 17 Mds € ?

Si nos médias n'hésitent pas à cacher la vérité lorsque cette dernière les dérange, ils sont passés maîtres dans la désinformation, la manipulation et le mensonge en s'érigeant en procureur toujours contre celui qu'ils ont classé du mauvais côté selon leurs propres critères. L'exemple des accusations de crimes de guerre décrétées sans aucune preuve si ce n'est des informations non vérifiées fournies par celui qu'ils ont classé du bon côté est très instructif. Au moins deux cas de l'empressement des médias à valider des informations douteuses fournies par la partie ukrainienne doivent être évoqués car les médias ont, une fois de plus, imposé leur grille de lecture que le gouvernement français, comme ses alliés, a relayé. Ce dernier n'a-t-il pas même institutionnalisé la calomnie d'Etat et donc la manipulation et le conditionnement des esprits des Français soumis à une seule vérité après avoir décidé d'interdire les médias russes susceptibles d'apporter la contradiction et peut-être une autre vérité ?

➤ Le premier cas porte sur les événements qui se sont déroulés à Butcha et qui s'apparente plus à un « Timisoara » version ukrainienne qu'au scénario admis par les

médias et les dirigeants occidentaux. Car ce que les Français ignorent c'est qu'après le retrait ordonné des forces russes de Butcha le 30 mars, le maire Anatoli Fedorouk s'est réjoui le lendemain 31 mars devant les caméras de ce départ, ajoutant : « *nous sommes tous sains et saufs* ». A aucun moment dans la vidéo il ne parle de massacre de civils. A partir des informations disponibles, à condition de vouloir les consulter et les analyser, il est possible d'établir un scénario de cet épisode épouvantable qui semble beaucoup plus vraisemblable que la version servie. Le public français ignore, en effet, que l'armée ukrainienne a continué à bombarder la ville pendant deux jours avant de savoir que l'armée russe s'était retirée. Il ignore également que la police nationale, entrée le 2 avril, a diffusé une vidéo des rues désertes (un seul corps dans un véhicule touché par les bombardements). Dans le même temps, la chaîne *Telegram Bucha Live* qui parle de l'actualité de Butcha, et est censée être au courant de ce qui se passe localement, ne mentionne aucun massacre de civils ni le 29, ni le 30, ni le 31 mars. Il n'y a rien sur cette chaîne avant l'éclatement du scandale, le 3 avril, lorsque la presse internationale est conviée à filmer les dizaines de morts qui jonchent certaines rues où des victimes ont été exécutées les mains liées. A-t-on alors le droit d'émettre de sérieux doutes sur la version servie ? D'autant plus que cette police a annoncé sur sa page Facebook le lancement d'une opération de nettoyage « *des saboteurs et des complices de l'armée russe* » selon ses propres termes. La vraie question qui se pose alors, et que devrait se poser tout vrai journaliste, n'est-elle pas celle-ci : cette épuration n'a-t-elle pas été menée par une unité paramilitaire appartenant à ces fameux « bataillons de représailles » dont on connaît les sinistres méthodes ? Plusieurs informations vont dans ce sens. En effet, le chef de la défense territoriale, connu pour avoir combattu au sein du régiment Azov, a de son côté publié, le 2 avril, plusieurs vidéos du travail de ses hommes. Dans l'une d'elle, on entend clairement un de ses subordonnés demander s'il peut tirer sur les hommes qui n'ont pas de brassard bleu. La réponse est également claire : c'est oui. De plus, sur la chaîne Telegram du chef de la défense territoriale on constate que les premières photos de gens morts et ligotés ne datent que du 2 avril, c'est à dire quand ce bataillon de représailles (défense territoriale) est sur place avec la police ukrainienne pour nettoyer la ville « des saboteurs et complices des forces russes ».

➤ Le second cas porte sur l'événement dramatique du 8 avril où un missile est tombé sur la gare de Kramatorsk où se trouvaient des milliers de civils qui cherchaient à fuir la ville provoquant plus de 50 morts et plus de 100 blessés. Très rapidement les autorités ukrainiennes ont accusé la Russie en prétendant d'abord qu'il s'agissait d'un missile Iskander, accusation reprise par tous les dirigeants et médias occidentaux malgré le démenti russe. L'examen des restes de ce missile a cependant permis de constater qu'il ne s'agissait pas d'un Iskander mais d'un Tochka U porteur de 20 sous-munitions. Des questions légitimes se posent alors car l'armée russe ne possède plus de Tochka U depuis 2019. L'ouvrage de référence, « *The Military Balance* », publié chaque année, montre clairement qu'il n'y a plus de Tochka dans l'arsenal russe. En revanche, l'Ukraine en possède. Il s'agit bien d'un premier doute à émettre sur la version officielle de ce drame. Par ailleurs, l'examen des restes du missile a également permis de relever le numéro de série de ce missile. Or, ce dernier est inscrit à l'inventaire ukrainien. N'y aurait-il pas ici comme un sérieux second doute, voire une contradiction avec la version officielle ? Comment alors expliquer cette hystérie médiatique relayée par les dirigeants occidentaux si elle ne s'inscrivait pas finalement depuis le début dans une démarche anti-russe réfléchie et intentionnelle contraire à la recherche de la vérité ?

Tout pouvoir aveugle ceux qui l'exercent sans contrôle et les médias d'aujourd'hui, grands médias de masse qui influencent et façonnent les esprits disposent d'une puissance incontrôlable qui leur permet d'imposer une pensée dominante et une grille de lecture des événements qu'ils suivent en temps réel et en continu. L'acquisition de cette puissance a

eu pour conséquence un changement d'approche sur le traitement de l'information délivrée au public. En effet, le rôle ou la mission du journalisme semble dorénavant, en connivence avec le pouvoir politique qui le subventionne, de faire en sorte que le public pense comme il faut plutôt que de rechercher la vérité. En agissant ainsi, la charte déontologique (charte de Munich) qui régit la mission et donc les devoirs du journaliste est totalement bafouée et trahie. Le présent conflit entre l'Ukraine et la Russie constitue un exemple emblématique de cette dérive.

## L'HOMME QUI A SACRIFIÉ L'UKRAINE

Dans ce conflit, dont il faut rappeler qu'il aurait pu être évité, personne ne peut nier que la Russie est l'agresseur. Mais cet agresseur n'avait-il pas exposé depuis plusieurs années sa ligne rouge sur les velléités affichées par l'OTAN dans sa marche continue de conquête vers l'Est, jusqu'aux frontières russes ? Le sujet étant devenu une question existentielle pour la Russie, Vladimir Poutine a estimé qu'une attaque d'envergure sur le Donbass était engagée à la mi-février 2022 par les forces ukrainiennes. Il a alors considéré que lorsque la bagarre est inévitable, il faut frapper le premier. C'est ce qu'il a fait le 24 février.

Mais le régime de Kiev n'est-il pas aussi condamnable sinon plus que la Russie dans le déclenchement de cette guerre ? Ce régime est incarné aujourd'hui par Volodymyr Zelensky, président élu en 2019 sur la promesse d'apaiser les tensions avec la Russie et de résoudre la crise dans les républiques séparatistes de l'est de l'Ukraine. Or, ce président non seulement n'a tenu aucune de ses deux promesses mais, au contraire, n'a cessé d'alimenter la crise interne de l'Ukraine et a provoqué sans cesse la Russie. C'est pourquoi l'hystérie anti-russe qui s'est rapidement installée est totalement démesurée et infondée au regard de la situation qui prévaut depuis au moins huit ans.

Volodymyr Zelensky est pourtant adulé aujourd'hui par l'Occident et considéré comme un héros face à l'ours russe. Tout cela relève, en fait, d'une manipulation minutieusement élaborée par les Etats-Unis et l'OTAN, et alimentée et orchestrée par les médias occidentaux. Cette adulation, au-delà du raisonnable, donne au président ukrainien un tel degré de certitude dans les décisions qu'il prend qu'il en oublie la réalité de la guerre sur le terrain et lui permet, dans une démarche qu'on peut qualifier d'arrogante, de sermoner les dirigeants occidentaux et en particulier la France et le président de la République. L'exemple de l'intervention devant notre Assemblée nationale de Volodymyr Zelensky est d'ailleurs édifiant sur ce phénomène d'adulation désormais ancré. N'a-t-il pas obtenu, après avoir dénoncé la présence des grandes entreprises françaises en Russie pour lesquelles il appelait des sanctions si elles se maintenaient, une standing ovation de l'ensemble de nos députés ? C'est dire le degré de soumission dans cette guerre devenue également non seulement médiatique mais psychologique.

Il faut pourtant bien admettre – ce sont les faits – qu'en réalité Volodymyr Zelensky a échoué dans le rétablissement de l'unité nationale et à mettre en œuvre les accords de Minsk, plan de paix qui devait permettre la réconciliation. Il avait été élu précisément pour cela en 2019. Mais, d'une part, les Etats-Unis ont saboté ces accords de Minsk car ils ramenaient l'Europe au centre du débat, ce qui est impensable pour eux, d'autre part, les oligarques et les militaires ukrainiens y sont opposés.

C'est bien la démonstration que le président ukrainien n'est qu'un pantin dans les mains de Washington. Ce conflit entre l'Ukraine et la Russie est, en fait, une guerre par procuration déclarée par les Etats-Unis à la Russie. Les Etats-Unis ont voulu et ont tout fait pour attirer la Russie dans une guerre avec un objectif : l'affaiblir par tous les moyens durablement, voire définitivement, pour pouvoir se consacrer à la menace montante que représente la Chine. Pour atteindre cet objectif, ils cherchent d'une part à diaboliser Vladimir Poutine, au pouvoir depuis une vingtaine d'années, pensant que son départ pourrait changer la position de la Russie, ce qui constitue une grossière erreur. Ils cherchent également à imposer des sanctions économiques sévères pour provoquer un effondrement de l'économie russe.

Cette stratégie de Washington est en œuvre en Ukraine depuis 2014 et Volodymyr Zelensky, persuadé par les Etats-Unis qu'elle deviendrait membre de l'OTAN, sacrifie son propre pays pour faire avancer les intérêts des Américains et aider ces derniers à atteindre leurs objectifs. Volodymyr Zelensky est, en fait, devenu l'outil des Etats-Unis dans cette guerre par procuration dans laquelle ils l'ont engagé.

Le réveil sera douloureux car l'issue de ce conflit n'a jamais fait de doute et Volodymyr Zelensky restera dans l'histoire comme celui qui a sacrifié inutilement l'Ukraine. Car il ne pouvait pas ignorer la promesse faite en 2007 par Vladimir Poutine à la Conférence sur la sécurité de Munich : *« Nous ne permettrons pas l'expansion de l'OTAN jusqu'au point où l'OTAN touche notre frontière, en particulier en Ukraine et en Géorgie. Nous considérons ces pays comme des chevaux de Troie de la puissance militaire de l'OTAN et de l'influence des Etats-Unis. »*

Déjà en 2008, la Géorgie, poussée par l'OTAN, avait échoué dans sa tentative dans les conditions que l'on sait, la Russie ayant immédiatement réagi militairement. Manifestement la leçon n'a pas été retenue. Cet épisode permet de rappeler que la France présidait alors l'UE. Il faut bien reconnaître que le président de la République, Nicolas Sarkozy, par son intervention mesurée à l'égard des deux parties, avait réussi à faire baisser la tension et à les ramener à la raison en refusant notamment l'entrée de la Géorgie dans l'OTAN. Il est regrettable qu'avec l'Ukraine, le président Emmanuel Macron, présidant à son tour l'UE, ne soit pas intervenu dans les mêmes dispositions.

Alors que ce conflit était évitable, l'attitude irresponsable de Volodymyr Zelensky, sous la pression des Etats-Unis et de l'OTAN, l'a permis pour le malheur de l'Ukraine qui en sortira meurtrie, affaiblie et surtout amputée d'une partie de son territoire, cela ne fait aucun doute. Car s'il était encore possible de négocier après les trois ou quatre premières semaines de combat pour limiter les conséquences d'un tel affrontement, aujourd'hui il est trop tard.

Par son intransigeance, ses prétentions politiques et militaires exacerbées par l'aura médiatique acquise artificiellement, son refus d'admettre la réalité de la situation, son absence de véritable volonté d'engager des négociations, Volodymyr Zelensky n'a pas hésité à envoyer à la mort des dizaines de milliers de soldats sans compter le lourd tribut payé par la population civile. Pourquoi a-t-il agi ainsi pour une place dans l'OTAN alors que tout le monde savait que la Russie ne le permettrait pas ?

Volodymyr Zelensky a une immense responsabilité dans ce drame qui se joue pour l'Ukraine et qui tournera à terme au naufrage pour ce pays. Pire qu'irresponsable, c'est impardonnable ! Comment qualifier un responsable politique qui envoie des hommes mourir dans une guerre qu'il sait qu'ils ne peuvent pas gagner ? Comment qualifier un tel responsable politique qui inflige des souffrances et des blessures considérables à son propre peuple sans aucune raison ? Comment qualifier un tel personnage qui aura ouvert la voie de la désagrégation et de la dislocation de l'Ukraine, car c'est bien ce qui se passera lorsque Volodymyr Zelensky sera obligé de reconnaître sa défaite ?

Ce moment sera terrible car l'Ukraine, n'en doutons pas, sera alors lâchée par ceux qui l'ont poussée dans cette impasse. Les Ukrainiens accepteront-ils sans réaction la défaite alors qu'on leur a fait croire qu'ils gagneraient contre la Russie ? Volodymyr Zelensky pourrait devoir faire face à la colère en particulier des oligarques et des militaires dont certains émettent déjà des propos violents à son égard. L'histoire est tragique et Volodymyr Zelensky restera celui qui a sacrifié inutilement l'Ukraine. Il pourrait le payer cher. Il pourrait même le payer de sa vie.

## LA DEFAITE DE L'UKRAINE SIGNERA LA MORT DE L'OTAN

L'OTAN, alliance défensive constituée pour faire face à la menace représentée par le Pacte de Varsovie durant toute la période de la Guerre froide, a été jusqu'à la fin des années 1980 / début des années 1990 une alliance militaire antisoviétique solide. La fin de la Guerre froide et l'effondrement de l'ex-Union soviétique en 1991 a conduit à la dissolution du Pacte de Varsovie. Dès lors, l'existence même de l'OTAN, la menace à l'origine de sa création ayant disparu, était posée et elle aurait dû être dissoute à son tour. Or, cette alliance originellement défensive s'est transformée, à la suite d'une période que l'on peut qualifier d'expansion dans les années 1990 / 2000, en une organisation offensive tentaculaire dépourvue de sens. L'OTAN a ainsi étendu ses frontières de près de 1300 km vers l'Est, incorporant la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

Cette période post-Guerre froide, avec cet élargissement aux anciens satellites de l'ex-Union soviétique impatients de rejoindre l'alliance, a parallèlement correspondu à un relâchement de l'ensemble des pays européens en matière de sécurité et de défense. Ils ont alors décidé que le moment était venu « *d'engranger les dividendes de la paix* », ce qui s'est traduit par des réductions continues de leur budget de défense. En agissant de la sorte ils ont ainsi délégué de fait leur protection aux Etats-Unis vrais patrons de l'OTAN. On comprend mieux comment l'OTAN est devenue une organisation offensive défendant avant tout les intérêts des Etats-Unis.

Aujourd'hui, après l'engagement des forces russes sur le territoire de l'Ukraine, la Suède et la Finlande envisagent de rejoindre cette alliance devenue résolument anti-russe. En 2021, l'OTAN a officiellement reconnu l'Ukraine elle-même comme un « membre aspirant ». D'ailleurs, un accord de partenariat stratégique et militaire entre les Etats-Unis et l'Ukraine a été signé le 10 novembre 2021. Cet accord scellant une alliance entre les deux pays est manifestement dirigé contre la Russie car il promettait à l'Ukraine l'entrée dans l'OTAN.

Tout cela démontre la politique d'ingérence de l'OTAN dans les affaires du monde, ou plus exactement d'ingérence des Etats-Unis puisque l'OTAN est au service des intérêts de ces derniers. En ne dissolvant pas, après la Guerre froide, cette organisation militaire défensive à l'origine, les Etats-Unis ont choisi de la faire évoluer pour obtenir un outil organisé et appelé en réalité à répondre à ses besoins. L'exemple présent avec l'Ukraine est l'illustration même de l'emploi de l'OTAN au service de cette obsession anti-russe de l'administration américaine depuis la fin de la Guerre froide, à l'exception de la présidence Trump. L'objectif des Etats-Unis reste l'affaiblissement durable, voire définitif de la Russie, par tous les moyens. Le principe des relations internationales étant basé sur le rapport de forces, il ne faut pas s'étonner que la Russie ait voulu défendre ses propres intérêts en intervenant en Ukraine, considérant son intervention légitime, et ait, de ce fait, choisi de défier l'OTAN qui la menaçait. Le message est clair : la Russie n'est pas la Serbie.

En effet, en 1999, l'OTAN avait décidé, violant le droit international, de bombarder la Serbie durant la guerre en ex-Yougoslavie. La campagne aérienne avait duré 78 jours. Elle concrétisait la nouvelle conception offensive de l'emploi de l'OTAN. Vouloir faire la même chose aujourd'hui avec la Russie serait suicidaire en premier lieu pour les pays européens partenaires de l'OTAN sur leur propre sol.

Cela dit, il est vrai que depuis la montée des tensions sur l'Ukraine et surtout depuis l'intervention russe décidée le 24 février 2022, l'OTAN s'est montrée très active, au point

que certains ont pu affirmer que Vladimir Poutine avait réussi à cristalliser toutes les oppositions du monde occidental et avait ainsi réussi à ressusciter cette organisation dont, il n'y a pas si longtemps, le président de la République, Emmanuel Macron, disait qu'elle était en état de mort cérébrale. Il faut bien reconnaître que, depuis l'épisode de la Serbie en 1999, les différentes interventions de l'OTAN dans sa nouvelle version offensive, que ce soit en Irak, en Libye, en Syrie, en Afghanistan se sont finalement terminées par des échecs retentissants. L'enthousiasme de cette alliance est, après l'attaque de l'Ukraine, si bruyant que les médias et les dirigeants politiques occidentaux eux-mêmes semblent avoir oublié que la vocation de l'OTAN était, originellement, de dissuader la Russie de toute agression et de garantir la paix en Europe. Il faut bien admettre que sa résurrection proclamée est un nouvel échec puisque la Russie n'a pas été dissuadée d'attaquer l'Ukraine – malgré le statut de « membre aspirant » décerné par l'OTAN et l'accord de partenariat stratégique et militaire entre les Etats-Unis et l'Ukraine signé en novembre 2021 – et que cette résurrection pourrait même annoncer et précéder sa mort prochaine. Car la défaite de l'Ukraine, lorsqu'elle sera – cela ne fait aucun doute – admise, signera inexorablement la mort de l'OTAN. Les partenaires européens de l'OTAN, et notamment la France, doivent bien comprendre que ce n'est pas seulement l'Ukraine qui est en train de perdre la guerre mais eux-mêmes après avoir aveuglément pris parti en s'engageant dans un conflit qui est celui des Etats-Unis et pas le leur.

Et ce n'est pas le sommet de l'OTAN organisé à Madrid les 29 et 30 juin 2022 qui pourrait calmer les tensions, bien au contraire. Les déclarations de son Secrétaire général, Jens Stoltenberg, précédant le sommet : *« nous allons également décider d'un nouveau concept stratégique pour l'OTAN, en arrêtant notre position sur la Russie, sur les nouveaux défis et, pour la première fois, sur la Chine »* donne une indication sérieuse sur la volonté d'extension agressive de cette organisation aux affaires du monde entier. L'OTAN avait perdu sa raison d'être lors de la dissolution du Pacte de Varsovie. Aujourd'hui, elle entre dans une phase délirante d'extension planétaire. Accepter cette évolution, ce nouveau concept qui instaure officiellement une vocation résolument interventionniste et donc offensive, c'est aliéner notre indépendance nationale et accepter d'entreprendre une guerre permanente dans le monde qui pourrait, à un moment, dégénérer en conflit nucléaire. Accepter ce nouveau concept aurait pour conséquence de nous entraîner, malgré nous, dans des conflits qui ne sont pas les nôtres mais également de nous empêcher de nous engager dans des opérations pour défendre nos intérêts. Mais l'OTAN n'est-elle pas devenue un instrument au service des intérêts exclusifs des Etats-Unis ? Les pays européens se satisfont-ils de leur statut de vassal des Etats-Unis ?

Les conclusions folles de ce sommet de Madrid doivent être l'occasion pour la France de décider de sortir de l'OTAN car l'objectif visé est, à l'évidence, de transformer l'UE en alliance militaire engagée dans une culture de guerre. Il faut, par ailleurs, bien être conscient que cette OTAN constitue, en réalité, un obstacle majeur à l'expression de la souveraineté des pays européens et donc de la souveraineté de la France (de la souveraineté européenne, dirait le président de la République, Emmanuel Macron). Dans un contexte de soumission totale à cette organisation, et donc aux Etats-Unis, il n'est, en effet, pas question que l'UE puisse accéder à son autonomie stratégique pourtant un de ses objectifs politiques, concept acté par le Conseil européen et évoqué à plusieurs reprises par le président français. Ce concept d'autonomie stratégique correspond notamment à la capacité de l'UE à défendre l'Europe et à agir avec des moyens militaires indépendamment des Etats-Unis.

Dans le contexte actuel, l'OTAN représente bien, en conséquence, un obstacle majeur à cette autonomie stratégique mais également un obstacle majeur au développement de l'industrie européenne de défense. Le lobby américain des armements est ici, une fois de

plus, à la manœuvre contre nos intérêts. Sans volonté ferme de pousser à une véritable industrie européenne de la défense performante, il n'y aura jamais d'autonomie stratégique européenne. Et sans autonomie stratégique européenne, il n'y aura jamais de défense européenne, c'est à dire une capacité propre des pays européens à s'associer pour défendre seuls leurs intérêts et la paix sur le sol de l'Europe, c'est à dire des moyens organisés et commandés par des Européens en toute indépendance, avec des moyens équipés de matériels et d'armements européens. Ne pas le comprendre c'est renoncer à toute capacité de prise de décision indépendante et souveraine. En revanche, c'est accepter toutes les conséquences d'un alignement aveugle et d'une appartenance à une organisation belliciste. La France ne peut partager ni les intérêts stratégiques ni la vision du monde de cette OTAN inféodée aux Etats-Unis.

Cela dit, la tenue de ce sommet de l'OTAN à Madrid, quatre mois après le déclenchement des opérations, confirme son incapacité, son impossibilité, malgré les menaces formulées contre la Russie, à dissuader cette dernière de s'engager en Ukraine. Elle ne pourra pas plus l'empêcher de gagner cette guerre qui aboutira inévitablement à la dislocation de l'Ukraine. C'est donc une véritable humiliation pour l'OTAN qui subit un échec cuisant face à la détermination russe. L'OTAN avait gagné la guerre contre le Pacte de Varsovie il y a une trentaine d'années. Aujourd'hui, le Pacte de Varsovie a disparu mais l'OTAN a perdu la guerre qu'elle a engagée contre la Russie. Cet échec pourrait bien concrétiser son chant du cygne et signer finalement sa mort programmée.

## LES ETATS-UNIS PRETS A TOUT POUR IMPOSER LEUR HEGEMONISME

La situation que nous vivons aujourd'hui en Europe est le résultat d'une vassalisation outrancière et mortifère des pays européens aux Etats-Unis tout puissants depuis la fin de la Guerre froide, il y a un peu plus de trente ans. Les Européens ont alors délaissé les problèmes de sécurité et de défense propres au continent européen en les déléguant, en fait, aux Etats-Unis par le biais de l'OTAN. Les trois décennies passées ont donc été marquées par un manque total de réflexion et d'analyse sérieuse de la part de l'UE sur cette nouvelle situation de paix qui s'instaurait sur le continent européen.

L'UE, et notamment la France, ont manqué un rendez-vous avec l'histoire dans les années 2000 en ne prenant pas des initiatives pour établir de nouvelles relations avec la Russie dont une grande partie du territoire est d'ailleurs européen (« l'Europe de l'Atlantique à l'Oural »). Par ailleurs, l'intervention de la Russie en Syrie provoquant la défaite de l'Etat islamique démontre que nous avons des intérêts communs sur certains sujets et notamment sur la menace islamiste. Par son action, la Russie a empêché l'effondrement de la Syrie évitant ainsi la prise de pouvoir par les islamistes qui aurait provoqué par effet domino la même chose au Liban et en Jordanie avec une nouvelle vague de réfugiés vers l'Europe. A contrario, l'action menée par les Etats-Unis et la France jusque-là visait à maintenir un conflit de basse intensité dont le but était d'affaiblir les forces armées syriennes jusqu'au renversement du régime syrien. Souvenons-nous : « *Al Nosrah fait du bon boulot* » ! (L. Fabius, ministre des Affaires étrangères)

En toute objectivité, il faudra bien un jour entamer des discussions avec la Russie, ne serait-ce que pour oeuvrer à une nouvelle architecture pour la sécurité du continent européen dont on ne pourra pas l'exclure puisqu'elle est partie prenante. Mais cela ne sera possible que lorsque les pays européens deviendront adultes et s'affranchiront de la tutelle castatrice des Etats-Unis. Car depuis la fin de la Guerre froide, la Russie est devenue une obsession pour l'Etat profond américain qui refuse notamment toute relation entre les pays européens et ce pays. Ils feront tout pour que cela n'évolue pas, même en provoquant des situations qui peuvent dégénérer en conflit armé sur le territoire européen. C'est d'ailleurs ce qu'ils ont fait avec l'Ukraine. La situation devient d'autant plus dangereuse que la Russie est en voie d'y obtenir sa victoire malgré l'aide matérielle fournie par l'OTAN à l'Ukraine. A l'évidence, cet Etat profond américain, contrarié par une victoire russe qui se profile, se radicalise car il ne tient absolument pas à ce que l'hégémonie des Etats-Unis soit mis en question.

Certes, la Russie a agressé l'Ukraine, mais les Etats-Unis ont tout fait pour que cela se produise dans le but de l'affaiblir durablement dans la perspective de pouvoir ensuite se consacrer entièrement à la menace montante que constitue la Chine. C'est donc une stratégie agressive qui est menée par les Etats-Unis sur la Russie depuis trente ans. Cette stratégie agressive est aujourd'hui approuvée et accompagnée par la folie irréfléchie de cette UE – dont la plupart de ses membres évoluent au sein de l'OTAN – devenue va-t-en guerre alors qu'elle n'a cessé depuis la fin de la guerre froide de se désarmer et qu'une confrontation avec la Russie serait donc suicidaire. Nos dirigeants politiques seraient bien avisés de reprendre leurs esprits, car « *nous marchons en fait vers la guerre nucléaire comme des somnambules* » (Henri Gaino).

Les Etats-Unis ont une immense et pleine responsabilité dans l'engagement du conflit

entre l'Ukraine et la Russie qu'ils préparaient depuis 2014 avec la révolution de Maïdan, véritable coup d'Etat fomenté par la CIA. Il n'est d'ailleurs pas difficile de démontrer cette obsession anti-Russie qui est même devenue pathologique.

Cette stratégie, cette politique délibérément agressive à l'égard de la Russie n'a-t-elle pas été conçue et présentée par Zbigniew Brzezinski et inscrite dans son ouvrage « Le grand échiquier » dès 1997 ? « *L'Amérique doit absolument s'emparer de l'Ukraine, parce que l'Ukraine est le pivot de la puissance russe en Europe. Une fois l'Ukraine séparée de la Russie, la Russie n'est plus une menace* ». En une phrase, ce qui est désigné comme un objectif à atteindre ne peut être compris que comme une déclaration de guerre. A la lumière de cette phrase, on comprend mieux, en effet, les raisons qui ont conduit, d'une part à la non-dissolution de l'OTAN, d'autre part à son expansion sans fin vers l'Est jusqu'aux frontières de la Russie. Mais alors, dans ces conditions, nos dirigeants politiques ne peuvent pas ne pas comprendre que la Russie ne peut pas se permettre de perdre l'Ukraine, ni stratégiquement, ni démographiquement, ni linguistiquement, ni économiquement, ni historiquement. La guerre actuelle dépasse le cadre d'un simple conflit entre l'Ukraine et la Russie. Pour la Russie, il s'agit d'une question existentielle et cette guerre est pour elle, en réalité, une guerre défensive et préventive.

L'analyse des faits conduit à démontrer que nous avons été confrontés à un scénario à forte connotation médiatique mis au point à Washington qui rappelle d'ailleurs celui ayant légitimé l'invasion de l'Irak en 2003. Pour les Etats-Unis, il fallait pousser la Russie à la faute et mobiliser les Européens derrière eux et derrière l'OTAN. Ils ont construit une menace qui n'existait pas et engagé une opération psychologique d'ampleur en espérant que leurs prophéties se réalisent et que la Russie commette la faute. Il faut rappeler qu'en 2003, après un intense et mensonger barrage médiatique, après être passés outre la décision de l'ONU, ils ont attaqué Saddam Hussein, ce qu'ils ne peuvent pas faire aujourd'hui avec Vladimir Poutine. La Russie n'est ni l'Irak, ni la Serbie. Il faut cependant rester vigilant car ils sont prêts à tout, même à créer un vrai ou un faux incident à imputer aux Russes. Il ne faut pas oublier que pour pousser la Russie à la faute, ils ont validé l'offensive ukrainienne sur le Donbass lancée le 16 février. C'est elle qui a provoqué l'intervention russe en Ukraine le 24 février.

Pour confirmer également cette guerre déclarée à la Russie par les Etats-Unis, guerre par procuration par l'intermédiaire de l'Ukraine, mais guerre tout de même, il faut ajouter dans la longue liste du contentieux, l'accord de partenariat stratégique et militaire entre Washington et Kiev signé le 10 novembre 2021, trois mois avant l'offensive ukrainienne sur le Donbass le 16 février 2022 et la réponse russe le 24 février. Cet accord qui scellait une alliance entre les Etats-Unis et l'Ukraine était dirigé contre la Russie et promettait à Kiev l'entrée dans l'OTAN. Cette démarche ne constituait-elle pas une véritable provocation, une de plus, pour pousser Moscou à la faute ? Il faut être malhonnête pour le nier !

Par ailleurs, après le coup d'Etat de Maïdan organisé en 2014 par la CIA pour écarter un dirigeant pro-russe démocratiquement élu, les Etats-Unis ont conseillé les Ukrainiens, prenant même les commandes dans certains domaines. Après la tournure dramatique de la situation à Odessa, à Marioupol et dans le Donbass, et la révolte des populations russophones provoquée par certaines décisions du régime de Kiev, les accords de Minsk I (5 septembre 2014) et Minsk II (12 février 2015) destinés à ramener la paix dans le pays ont été signés sous l'égide de l'OSCE, la France et l'Allemagne s'étant portées garantes de leur application. Ces accords n'ont cependant jamais été appliqués, le régime de Kiev étant plutôt récalcitrant, la France et l'Allemagne passives car sous influence américaine. Ils ont été, en réalité, sabotés par les Etats-Unis qui ne voulaient pas que l'Europe avec la

France et l'Allemagne soient à la manoeuvre. D'autre part, il était de l'intérêt des Etats-Unis, dans leur stratégie, que les tensions persistent entre la partie ouest de l'Ukraine pro-européenne, et la partie est pro-russe.

Enfin, il faut bien que les dirigeants européens – et en particulier français – dont les peuples qu'ils dirigent seront les premières victimes demain si une guerre était déclenchée sur leur propre territoire par des apprentis-sorciers machiavéliques, prêts à tout pour conserver et imposer leur hégémonisme, doivent prendre conscience qu'à ne pas cesser de provoquer Moscou, nous ne faisons que renforcer le nationalisme russe et son hostilité à l'égard de l'Occident. Ce n'est pas l'intérêt de l'Europe. *« Je pense que le choix d'un élargissement continu de l'OTAN a été une erreur, et la position adoptée par l'OTAN à Bucarest en 2008, promettant à l'Ukraine et à la Géorgie qu'ils seraient un jour membres, était le pire des compromis : il a inquiété les Russes sans donner la sécurité aux deux pays concernés. Après la fin de la Guerre froide, il aurait fallu repenser en profondeur l'ordre européen, et il était hypocrite de prétendre que l'élargissement de l'OTAN était compatible avec le développement d'une vraie relation d'amitié avec la Russie. »* ( Jean-Marie Guéhenno, ex-secrétaire général adjoint au Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies).

Ce propos est marqué du bon sens. Mais il ne correspond pas à la vision des Etats-Unis. Pour ces derniers, cet élargissement continu de l'OTAN qui peut être considéré, avec du recul, comme une erreur, n'est que le fil conducteur de leur stratégie de guerre déclarée depuis plus de trente ans à la Russie. Le maintien de l'OTAN était donc impératif pour les Etats-Unis puisqu'il s'inscrivait dans leur stratégie anti-russe post-Guerre froide. On pourrait dire qu'il s'agit, en effet, d'une erreur pour ceux qui prônent la paix sur le continent européen. Les va-t'en guerre, au contraire, estiment qu'il s'agit de raison ou de clairvoyance.

C'est pourquoi il faut arrêter de penser que les Etats-Unis sont une puissance désintéressée, pacifique et bienfaitrice. Depuis la fin de la Guerre froide, ils font montre d'un hégémonisme sans pareil imposant sans retenue, voire avec violence ses lois au reste du monde. Ils conduisent, en fait, une politique qui ne répond qu'à leurs intérêts propres qui ne sont pas les nôtres. Il ne faut jamais l'oublier.

## L'UNION EUROPEENNE SIGNE SON SUICIDE GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATEGIQUE

Quant à l'UE, septième point, dès le 24 février 2022, jour du déclenchement des opérations russes sur le territoire ukrainien, ses dirigeants se sont réunis lors d'un sommet extraordinaire et ont décidé de nouvelles sanctions contre la Russie (portant sur le secteur financier, ceux de l'énergie et du transport, des sanctions supplémentaires contre des ressortissants russes, la politique des visas, ...) après celles établies en 2014 et toujours actives. Par une déclaration commune, ils condamnaient l'agression militaire indiquant que, « *par ses actions militaires non provoquées et injustifiées, la Russie violait gravement le droit international et compromettait la sécurité et la stabilité européennes et mondiales.* » Le fait d'insister en utilisant la formulation « *actions militaires non provoquées* » montre à l'évidence que la provocation des Etats-Unis était bien réelle et admise par certains des dirigeants. Mais le reconnaître officiellement, c'était afficher une incohérence certaine avec la décision de prendre des sanctions à l'égard de la Russie. Cette déclaration commune marque donc la première étape de la soumission de l'UE aux Etats-Unis dans ce conflit. Au fil des semaines, d'autres séries de sanctions ont été prises, notamment celle de suspendre la diffusion dans l'UE des médias russes ou de fournir une assistance à l'Ukraine et même de lui fournir des équipements militaires. En outre, le Conseil européen du 23 juin dernier a accordé à l'Ukraine le statut de candidat à l'UE.

En écartant d'entrée la diplomatie et en prenant fait et cause pour l'Ukraine sans tenir compte de l'histoire et en particulier, depuis le coup d'Etat de Maïdan fomenté par les Etats-Unis, de l'évolution de ce pays corrompu et en lui accordant, de surcroît, le statut officiel de candidat pour l'entrée dans l'Union européenne, il faut bien admettre que l'UE crée une rupture géostratégique majeure et dangereuse avec la Russie.

L'attitude de la France qui présidait cette Union pendant le premier semestre de l'année 2022 a été particulièrement blâmable car elle a manqué ce rendez-vous de l'histoire qui aurait pu permettre à l'Europe de jouer un rôle majeur et déterminant dans l'apaisement des tensions surtout au début du conflit, voire avant même qu'il éclate au cours des jours ou des semaines qui l'ont précédé. Il faut croire que l'UE est incapable de s'extraire de cette tutelle américaine paralysante qui l'empêche de comprendre quels sont ses propres intérêts.

Avoir suivi aveuglément les Etats-Unis qui voulaient la guerre et ont tout fait pour qu'elle éclate est impardonnable ! Pourtant, la politique étrangère devrait être strictement fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national. Ce principe semble avoir été oublié. Les Européens n'ont aucun intérêt à une confrontation sur leur propre sol avec la Russie. C'est suicidaire ! Depuis la fin de la Guerre froide, une nouvelle architecture de sécurité en Europe aurait dû être élaborée avec la Russie. C'est un principe de bon sens et d'intérêt bien compris des parties concernées. D'ailleurs, Henry Kissinger lui-même, ne l'a-t-il pas rappelé : « *Nous n'avons fait aucun effort sérieux pour associer la Russie à une nouvelle architecture de sécurité en Europe* » ?

Pourtant au début des années 2000, et durant ses premiers mandats, Vladimir Poutine était disposé à s'ouvrir à l'Europe et à l'Occident. L'absence de réponse de la part des Européens, directement concernés par l'établissement ou, au moins, l'amorce de nouvelles relations avec la Russie, est parfaitement incompréhensible. On ne peut que regretter, d'une part l'aveuglement des Européens alimenté par leur alignement inconditionnel sur les Etats-Unis et l'OTAN hostiles à ce rapprochement, d'autre part, et surtout, leur manque de vision sur le long terme sur les plans géopolitique et

géostratégique. En effet, la Russie pouvait devenir et aurait pu devenir un partenaire, voire un allié précieux face aux enjeux géopolitiques de l'Europe qui sont différents de ceux des Etats-Unis avec notamment des défis immenses, pour nous Européens, demain en Méditerranée, frontière du Vieux continent avec l'Afrique et le Moyen-Orient. L'intervention de la Russie en Syrie, à la fin du mois de septembre 2015, par exemple – en défendant le régime syrien elle défendait, en fait, ses propres intérêts – a été déterminante dans la défaite infligée à l'Etat islamique. Cette menace islamique nous est bien commune et nourrit donc des intérêts communs. Cette intervention russe était d'ailleurs engagée après la submersion migratoire subie par l'Europe à l'été 2015. Une invasion qui n'était rien d'autre qu'une attaque sans précédent des pays européens provoquée par l'Etat islamique qui l'avait promise en décembre 2014. Il est fâcheux que l'UE ne l'ait pas compris ainsi ou pas voulu le comprendre ainsi ! Mais les Européens sont incapables de désigner le vrai ennemi, ce qui en matière de relations internationales est une erreur, voire une faute qui peut être fatale.

Cependant dans le cas de ce conflit, l'UE en signant son suicide géopolitique et géostratégique a, de plus, engagé le délabrement et la régression de ses capacités de développement en raison des sanctions infligées à la Russie, sanctions aux effets très préjudiciables, en réalité, pour les économies européennes, car il faut rappeler, qu'en agissant de la sorte, l'UE perd l'un de ses principaux partenaires commerciaux. L'alignement des Européens sur la logique guerrière de l'OTAN et des Etats-Unis et leur guerre économique contre la Russie entraîne l'Europe vers un désastre. Car ces sanctions n'ont en rien arrêté le conflit ou affaibli Vladimir Poutine. Au contraire, elles l'ont renforcé et elles aggravent les crises socio-économiques qui frappent et qui vont frapper durement les citoyens européens, auxquelles il faut ajouter une crise énergétique majeure et durable avec notamment une pénurie de gaz et de pétrole dont les Européens sont déjà les principales victimes. L'hystérie non seulement médiatique que ces sanctions ont provoquée mais également celle propre aux dirigeants occidentaux manifestée dans des déclarations délirantes montrent la folie, voire la perversité qui semble les habiter. Sur cet effet boomerang et dévastateur provoqué par la réponse russe privant les Européens de leur approvisionnement en gaz, la palme de la perversité et du cynisme pourrait être décernée au président des Etats-Unis, Joe Biden, prêt à sacrifier les Européens sur l'autel de sa guerre contre la Russie et qui a affirmé sans aucun scrupule : « *Couper le gaz russe va faire mal à l'Europe, mais c'est le prix que je suis prêt à payer* » ! (sic).

La réponse russe aux sanctions européennes a d'ailleurs révélé des différences majeures en matière de politique énergétique de la part des Européens et la dépendance très marquée à l'égard de la Russie dans ce domaine de certains pays comme l'Allemagne. Ce manque de cohérence européenne est évidemment une source de division surtout lorsque survient une crise comme celle que nous vivons aujourd'hui et c'est par conséquent une marque de faiblesse. C'est dans un tel contexte que le ministre français de l'Economie et des finances, Bruno Le Maire, a déclaré, imprudemment, que les sanctions décidées devaient viser l'effondrement de l'économie russe : « *Nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie. Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe* ». En fait d'effondrement de l'économie russe, le résultat aujourd'hui est plutôt inattendu avec notamment un Euro au plus bas face au Dollar mais également face au Rouble russe qui a dépassé son niveau d'avant-crise. L'Europe doit dorénavant faire face à des conséquences sévères qui vont impacter sérieusement et durablement la vie quotidienne des Européens. Les tensions sur les prix de l'énergie, des matières premières et de l'alimentation, aggravées par les risques de pénurie auront des effets désastreux et ce d'autant plus que ce conflit a entraîné une stagflation mondiale, combinant une forte inflation et une stagnation économique, voire une récession.

Enfin, on ne peut pas évoquer l'UE dans le cadre de ce conflit entre l'Ukraine et la Russie sans aborder la décision de la Commission européenne, entérinée par le Conseil européen du 23 juin 2022, d'accorder à l'Ukraine le statut de candidat à l'UE.

Une fois de plus, les dirigeants européens et la Commission européenne en la personne de sa présidente s'affranchissent des règles établies pour le lancement du processus de demande d'adhésion à l'Union européenne. En effet, l'aspect émotionnel du contexte imposé par le président ukrainien constitue une dérive et une ingérence inacceptable et insupportable dans les règles de fonctionnement de l'UE. Certes, l'Ukraine a été agressée par la Russie. Mais cela ne donne pas le droit à Volodymyr Zelensky de dicter aux dirigeants européens ce qu'il y a lieu de faire ni à ces derniers de s'affranchir des principes et règlements qui régissent le fonctionnement de l'UE. En fait, ces dirigeants, dont aucun n'ose lui dire non, semblent tétanisés devant l'arrogance, l'impertinence et le culot de ce président pourtant corrompu comme le sont les oligarques qui le soutiennent. La Commission européenne et les dirigeants européens ont-ils déjà oublié le dossier Pandora Papers, publié dans le magazine Forbes, en octobre 2021, par un consortium de journalistes d'investigation l'accusant de corruption grave ?

Mais cette corruption est en vérité consubstantielle à l'Ukraine elle-même, pays totalement corrompu qui ne respecte aucune des règles imposées à un candidat à l'Union européenne. De plus, jusqu'à présent, l'UE a admis en son sein des pays « pacifiés » pour éviter d'y importer toutes sortes de conflits qui fragiliseraient l'institution et les relations entre ses membres. Or, s'agissant de l'Ukraine, ce pays est non seulement corrompu mais circonstance aggravante, il est en guerre ! En outre, l'Ukraine a bien compris que, la porte pour l'OTAN ayant été brutalement fermée le 24 février 2022, il est impératif pour contourner l'obstacle d'entrer dans l'UE, Volodymyr Zelensky estimant, à tort ou à raison – plutôt à raison – que l'UE a comme structure de défense l'OTAN. Vladimir Poutine fait la même analyse, même s'il a déclaré – pour des raisons non avouées – qu'il ne s'opposait pas au principe d'une admission de l'Ukraine à l'UE. Les dirigeants européens ne peuvent donc pas accepter ce processus d'admission de l'Ukraine dans l'UE. Ce pays y importerait alors un contentieux dangereux et générateur de désordre dans l'UE pour le futur.

L'UE et les dirigeants des pays membres seraient donc bien avisés dans l'immédiat de ne pas poursuivre dans une voie dominée par l'émotion et l'absence d'analyse froide de la situation et de ne pas s'affranchir des règles établies. Par les décisions qui sont prises jusqu'à aujourd'hui, l'UE s'aligne, en fait, derrière deux puissances extérieures fortement engagées contre la Russie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Elle entraîne ainsi dans la guerre qui vient des pays qui n'ont pas donné leur avis, une guerre qui n'est pas la leur.

## FRANCE, UN RENDEZ-VOUS MANQUE AVEC L'HISTOIRE

L'analyse froide de la position de la France – membre de l'UE et de l'OTAN – dans ce conflit est indispensable et importante pour plusieurs raisons dont notamment le fait que notre pays présidait l'Union européenne pendant le premier semestre de cette année 2022 et parce que nous étions en pleine campagne pour l'élection présidentielle. Ces deux éléments sont, d'ailleurs, liés entre eux. Le président de la République sortant les a intégrés par calcul dans sa campagne présidentielle qui était en réalité une non-campagne, un choix délibéré visant à ne pas parler de son bilan. En effet, le fait de n'avoir pas demandé le report de la présidence de l'UE pour raison d'élection présidentielle est révélateur de calculs politiques parmi lesquels celui d'éviter de faire campagne et de profiter de cette charge pour faciliter sa réélection. Il est aisé de faire croire aux citoyens qu'une telle charge est incompatible avec les contraintes d'une campagne électorale. Mais cela est également révélateur de la volonté d'apparaître, alors qu'il terminait un mandat agité, le seul à pouvoir sauver les Français d'une guerre qui se profilait en raison des tensions entre l'Ukraine et la Russie. Dans ces circonstances, le peuple a toujours tendance, sous l'effet du doute et de la peur, surtout lorsqu'ils sont entretenus, à préférer ne rien changer à la tête de l'Etat. C'est la raison de la réélection du président, Emmanuel Macron, une réélection par défaut. La preuve en est la dissociation inhabituelle opérée par les électeurs entre l'élection présidentielle et les élections législatives. Le président n'a pas obtenu cette fois-ci une vraie majorité à l'Assemblée nationale.

Le contexte politique français étant posé, la position officielle de la France a été donnée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères : *Huit ans après l'annexion illégale de la Crimée et le début du conflit dans l'Est ukrainien en 2014, la Fédération de Russie a lancé une invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Face à cette situation, la France est mobilisée pour parvenir au cessez-le-feu immédiat de la part de la Russie. Elle reste solidaire des Ukrainiens et s'engage, aux côtés des autres Etats membres de l'Union européenne, à adopter des sanctions contre la Russie, pour accroître le prix de la guerre et influencer sur les choix du président russe, Vladimir Poutine.*

On constate, à la lecture de ce texte, que si la France se réfère à l'année 2014, elle ne le fait pas de façon objective puisque de la conséquence de la guerre civile déclenchée dans l'Est de l'Ukraine par le régime de Kiev (l'annexion de la Crimée) elle en fait l'origine. Ensuite, on peut comprendre qu'après « *l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022 par la Russie* » la France se mobilise pour parvenir à un cessez-le-feu immédiat de la part de la Russie. C'est cependant oublier ce qui a provoqué cette invasion, c'est à dire la campagne de bombardements massifs sur le Donbass à partir du 16 février 2022 complètement occultée et qui devait précéder une grande opération de nettoyage dans ce secteur. Enfin, « *s'engager aux côtés des autres Etats membres de l'Union européenne* (membres, par ailleurs, de l'OTAN) *à adopter des sanctions contre la Russie* », n'est-ce pas choisir d'entrée un camp et par conséquent, en décidant des sanctions, fermer brutalement toute perspective diplomatique ?

Pourtant, en présidant l'Union européenne, la France avait l'occasion de jouer un rôle majeur – pour elle-même et pour l'Europe – pour provoquer, avant même le déclenchement du conflit, dès le mois de janvier 2022, des discussions entre Ukrainiens et Russes au plus haut niveau, voire provoquer et organiser une Conférence pour la paix visant à faire baisser les tensions et à amener les deux parties opposées à la raison.

La France devait refuser cette spirale quand il était encore temps et prendre l'initiative de

se poser en médiateur dans ce conflit. Son statut de puissance nucléaire et de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU lui confère des responsabilités. Le fait de présider l'Union européenne lui en conférait d'autres. Elle ne pouvait le faire cependant qu'en ayant le courage de retrouver une certaine indépendance dans l'analyse et dans les propositions à présenter dans l'intérêt de la paix sur le continent européen, c'est à dire en s'affranchissant de la tutelle des Etats-Unis et en refusant l'alignement sur l'orientation guerrière de l'OTAN. L'indépendance dans la gestion d'une crise comme celle-ci est une nécessité si on veut que la France puisse exercer un rôle de médiateur et puisse se rendre utile dans la recherche de son règlement. Ce n'est malheureusement pas le choix qui a été fait. Il est regrettable que le président de la République ait privé la France d'un tel rôle en ratant ce rendez-vous avec l'Histoire.

Dès le début de cette présidence de l'UE, la démarche du président de la République ne s'inscrivait pas dans une perspective de médiation mais confirmait son alignement sur la position des Etats-Unis et de l'OTAN, c'est à dire le rejet de toutes les causes de la crise en cours sur la Russie. Son déplacement à Moscou, le 7 février, dans des conditions inhabituelles (absence d'accueil officiel à l'aéroport, accueil glacial de Vladimir Poutine, entretien à distance de près de six heures, absence de conseillers lors de l'entretien ...) est l'illustration de désaccords déjà formulés entre les deux chefs d'Etat avant cette réunion (d'où les conditions glaciales de l'entretien) et donc d'une approche peu diplomatique de cette crise par notre pays. Dès lors, la France ne pouvait pas s'imposer comme un médiateur neutre et impartial. D'ailleurs, comment comprendre l'entretien téléphonique entre le président américain et le président français tenu la veille du déplacement à Moscou de ce dernier si ce n'est la confirmation d'un alignement aveugle de la France sur les Etats-Unis, pourtant à l'origine de cette crise ? Une question se pose alors : le 7 février, à Moscou, le président français représentait-il la France, l'UE, l'OTAN ou les Etats-Unis ?

Un autre épisode, touchant les armées françaises cette fois, vient attester de cette soumission de notre pays aux Etats-Unis. En effet, le limogeage du général Directeur du Renseignement Militaire (DRM) ne témoigne-t-il pas de l'incapacité de nos dirigeants à accepter et à défendre des analyses de nos services de renseignement, parfaitement fondées, sous le prétexte qu'elles diffèrent de celles des services américains ? Crime de lèse-majesté dans le cas présent, les Etats-Unis « *avaient raison* » dans les conclusions établies par leurs services de renseignement. Sauf qu'ils « *avaient raison* » après-coup pour une raison bien simple : ils ne pouvaient pas ne pas avoir raison puisqu'ils ont tout fait pour que leurs conclusions se réalisent. Au-delà d'une malhonnêteté intellectuelle flagrante, c'est la négation même du Renseignement et le couronnement du cynisme, de la manipulation, de la désinformation les plus abjects. Sanctionner ce général, l'exemple même d'un vrai serviteur de l'Etat, après l'agression russe le 24 février qui n'était pas l'hypothèse privilégiée par la DRM, ne grandit pas ceux qui ont pris cette décision. Ils jettent de surcroît, en se déchargeant de leurs propres responsabilités, un discrédit injustifié et immérité sur nos services de renseignement !

Force est de constater que ce conflit est l'occasion de mieux appréhender la personnalité et le comportement du président français mis à l'épreuve face à une situation délicate qui peut dégénérer à tout moment sur le territoire européen à cause de mauvaises décisions ou de réactions incomprises ou provocatrices. La décision d'aider l'Ukraine et de lui fournir de l'armement lourd, par exemple, est un signal fort qui peut être compris par la Russie comme un acte de co-belligérance de la part de la France qui présidait l'UE pendant le premier semestre de l'année 2022. Le manque de réaction de la part de la Russie ne signifie pas qu'elle ne réagira pas si elle estime devoir le faire. Encore une fois, cette guerre Ukraine-Russie est celle des Etats-Unis, pas la nôtre ni celle de l'UE. C'est la

raison pour laquelle la position de la France dans ce conflit aurait dû être tout autre, en privilégiant la paix sur le continent européen. D'ailleurs, Emmanuel Macron, comme son prédécesseur François Hollande, a une responsabilité immense – comme ses homologues allemands mais plus encore, la France puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU ayant des devoirs supplémentaires – dans le déclenchement de cette guerre. La France et l'Allemagne étaient, en effet, signataires et garantes de l'application des accords de Minsk signés en 2014 et 2015. La France aurait dû tout faire pour forcer une Ukraine récalcitrante à appliquer ces accords. Par son renoncement, elle a permis aux Etats-Unis de tout faire, eux, depuis 2014 pour que cette guerre éclate.

Par ailleurs, ce conflit est également le témoin d'une dérive obscène de la politique de communication privilégiée par Emmanuel Macron qui n'hésite pas à casser les codes de la diplomatie pour, dans un élan narcissique effréné, se mettre en scène dans un reportage télévisé dans lequel il dévoile des conversations réputées discrètes, voire secrètes notamment avec Vladimir Poutine, le 20 février dernier, quatre jours avant le déclenchement de l'opération russe. Il contrevient ainsi délibérément aux règles et usages établis dans la diplomatie qui ne s'exhibe pas mais s'exerce habituellement dans la discrétion. Cet exercice de l'action du président de la France, exerçant la présidence de l'UE, est condamnable pour plusieurs raisons.

D'abord, il donne l'impression de croire que cette diplomatie à ciel ouvert constitue un moyen efficace pour faire pression sur Vladimir Poutine. Il estime que rendre publique un ou des passages de la conversation tenue avec le président russe – passage choisi car considéré par lui comme nuisible et dévastateur pour Vladimir Poutine – permet de prendre l'opinion publique à témoin et peut faire plier ce dernier. C'est pathétique.

Ensuite, à l'évidence, il commet une imprudence majeure en s'affranchissant des règles de la diplomatie car, non seulement les chancelleries du monde entier ne peuvent que s'étonner, voire s'offusquer d'un tel comportement du représentant d'un grand pays comme la France, mais Vladimir Poutine lui-même ne sera-t-il pas conduit à refuser dorénavant toute conversation téléphonique avec le président français ? C'est un risque certain qui fragilise toutes nos relations extérieures et un risque dangereux de rupture du dialogue, même difficile, établi avec Vladimir Poutine dans une période de crise extrême. Dans tous les cas, c'est la France qui est discréditée. La question qui se pose alors est celle-ci : que cherche véritablement Emmanuel Macron en adoptant une telle méthode provocatrice ? Le déclenchement d'un incident débouchant sur une confrontation militaire avec la Russie ? Le pouvoir grise généralement ceux qui le détiennent mais la situation actuelle n'est pas celle d'une crise de type sanitaire comme celle vécue ces deux dernières années et au cours desquelles le président de la République l'a exercé de façon brutale. Il semble, dans le cas présent, se comporter comme un enfant plongé dans un jeu de stratégie dans lequel il manipule ses petits soldats de plomb. « *Malheur à la Cité dont le prince est un enfant !* »

Dans cet épisode inquiétant et dérangeant, nos médias se sont empressés de prendre le relais de France 2 après la diffusion du documentaire en titrant « *Echange surréaliste entre Poutine et Macron* ». Selon les médias, les propos tenus par Vladimir Poutine sont surréalistes. Si on veut bien cependant analyser, d'un point de vue diplomatique ou des relations internationales dans ce contexte explosif, l'échange de propos entre les présidents russe et français, ce serait plutôt ceux tenus par ce dernier qui sont surréalistes et d'ailleurs potentiellement dévastateurs pour sa crédibilité. En effet, son « *On s'en fout des propositions des séparatistes* » témoigne soit d'une méconnaissance du dossier et en particulier des accords de Minsk, soit, par l'agressivité de son propos, d'une tentative pour destabiliser et faire plier le président russe ou d'un calcul visant à écarter définitivement

ces accords de Minsk qui n'ont pas été appliqués depuis leur signature en 2014 et 2015. Ce qui est donc surréaliste et hallucinant, c'est le propos tenu par Emmanuel Macron qui confirme, en fait, son désintérêt total des accords de Minsk qu'il était pourtant chargé de faire appliquer et, par conséquent, sa responsabilité, donc la responsabilité de la France (signataire et garante de leur application) dans l'aggravation de la situation qui a débouché sur l'agression de la Russie. Par ailleurs, on finit par comprendre que le but de son appel était de convaincre Vladimir Poutine d'accepter une rencontre avec le président américain, Joe Biden, à Genève pour tenter une désescalade au sommet. Emmanuel Macron confirme ainsi son impuissance et le fait qu'il n'est pas le bon interlocuteur dans le règlement de cette crise qui oppose, en fait, les Etats-Unis à la Russie. Hallucinant et surréaliste qu'il n'en ait pas tiré les conséquences pour l'UE qu'il présidait !

Sur un autre registre, sa remarque se rapportant au droit décochée, au cours de cet entretien, sur un ton ironique et sarcastique « *Je ne sais pas où ton juriste a appris le droit* » est révélatrice de cette tendance à vouloir imposer certains principes aux autres mais qu'on ne s'applique pas à soi-même. Le domaine sensible de la vente, de l'exportation ou de la fourniture d'armements, notamment lourds, est soumis à des contraintes très rigoureuses. Est-ce que la livraison des canons *Caesar* respecte les règles imposées par les décisions de l'Union européenne interdisant de fournir des armes à un pays belligérant sans être en situation d'en assumer le contrôle et l'usage légal ? La question a été posée au président de la République par la Fédération des Opex de France par un courrier du 10 mai 2022 transmis en copie au ministre des Armées et au général Chef d'état-major des armées. Y répondra-t-il ? Voilà un sujet qui devrait mobiliser les juristes.

De plus, lors du G7 qui s'est déroulé en Allemagne, à la fin du mois de juin 2022, le président de la République a déclaré, lors de la conférence de presse de clôture, que la Russie « *ne peut ni ne doit gagner la guerre contre l'Ukraine.* » Ce type de déclaration n'est-il pas de nature, d'une part à renforcer les ardeurs de la Russie, d'autre part à faire croire à l'Ukraine, affaiblie après plusieurs mois de combats, qu'elle vaincra ? Si la France n'est pas en guerre avec la Russie, comme l'indique avec beaucoup de précaution Emmanuel Macron, comment comprendre ou interpréter ce propos « *la Russie ne doit pas gagner cette guerre* » au regard de la situation sur le terrain aujourd'hui défavorable à l'Ukraine ? Doit-on comprendre que la France s'engagera lorsque la situation deviendra critique pour l'Ukraine ? Est-ce le sens de ce déploiement plutôt précipité des forces françaises en Roumanie, exemple même d'une gesticulation politique non seulement inefficace compte tenu du volume des forces déployées, mais inutile et surtout onéreuse (à double titre d'ailleurs, puisque nos armées doivent faire face à une amputation de leur budget de 340 millions d'euros dans le cadre de la solidarité gouvernementale pour l'accueil des réfugiés ukrainiens et d'une baisse d'effectifs en 2021 qui se traduit par un déficit de 785 postes alors qu'ils devaient augmenter). Cette nouvelle opération de communication n'est certainement pas de nature à rassurer sur les conséquences à terme de telles déclarations ou décisions.

Enfin, dans son interview du 14 juillet, Emmanuel Macron, tout en confirmant la nécessité de maintenir, voire de renforcer encore les sanctions, accuse la Russie d'utiliser l'énergie comme une arme de guerre. C'est factuellement faux puisque la Russie continue de faire transiter du gaz en particulier par l'Ukraine qui se sert d'ailleurs au passage. Imagine-t-il réellement où en serait l'Europe si Vladimir Poutine avait fermé le robinet du gaz ? Mais le président de la République peut-il répondre à une simple question : qui a parlé le premier de déclarer une guerre économique totale contre la Russie visant son effondrement si ce n'est son ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire ? C'est bien la France, non ? Comment peut-il donc s'offusquer que la Russie réagisse ? Cette déclaration ne

reflète pas la réalité ni la responsabilité d'un dirigeant politique. Elle est mensongère.

En tout cas, avoir choisi de s'aligner aveuglément sur les Etats-Unis et la politique guerrière de l'OTAN en fermant d'entrée la porte de la diplomatie et en décidant des sanctions, Emmanuel Macron n'a-t-il pas privé la France d'un rendez-vous historique pour la paix en Europe ? Du temps de la Guerre froide, nous étions prêts à mourir pour défendre notre liberté face au Pacte de Varsovie dirigé par l'ex-URSS. Demain nos militaires qui sont chargés de défendre et de protéger la nation, son territoire et les intérêts de la France sont-ils prêts à donner leur vie pour l'Ukraine dans une guerre qui n'est pas la leur, qui n'est pas la nôtre ?

## UNE RAISON INAVOUABLE DE CETTE GUERRE

La guerre militaire engagée le 24 février 2022 par la Russie agressant l'Ukraine n'a-t-elle pas été préparée de longue date par les Etats-Unis pour des motifs autres que ceux communément évoqués ? N'est-elle pas, en réalité, un prétexte construit patiemment depuis le début des années 2000 par l'Etat profond américain pour défendre son hégémonisme et surtout la suprématie de sa monnaie, le dollar, première monnaie de réserve mondiale dans les pays développés comme dans les pays en développement ?

Cela fait près de vingt ans que la Russie a entamé un mouvement pour s'extraire des chaînes de la devise américaine. C'est ainsi que la Banque centrale russe s'est progressivement débarrassée de ses créances d'Etat en dollars et s'est défait de l'essentiel de ses bons du trésor américain qu'elle avait accumulés (une centaine de milliards de dollars) en les remplaçant par de l'or en particulier (plus de 1900 tonnes acquises depuis 2005), mais également par d'autres devises jugées solides. Ce mouvement s'est également inscrit dans un processus visant à s'affranchir de l'abusives extra-territorialité de la loi américaine imposée à tout détenteur de sa monnaie dans le monde. La Chine, de son côté, a engagé une démarche similaire depuis une dizaine d'années et a ajouté à l'agacement des Etats-Unis sérieusement contrariés car l'achat d'or physique par les banques centrales est le signe d'une perte de confiance sur les capacités du dollar à garder son rôle de préservation de valeur.

C'est dans ce contexte que la Russie et la Chine ont considérablement réduit leur utilisation du dollar dans le commerce bilatéral au cours des dernières années. En 2015, environ 90% des transactions bilatérales étaient effectuées en dollars. À la suite du déclenchement de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et d'une poussée concertée de Moscou et de Pékin pour s'éloigner du dollar, ce chiffre est tombé à 51% en 2019.

Les Etats-Unis en veulent donc beaucoup à la Russie qui a réussi à s'émanciper de la pression qu'exerce le dollar sur l'économie mondiale mais également parce que sa démarche pourrait faire tâche-d'huile et donc contrarier à terme l'hégémonisme et les intérêts américains. C'est pourquoi la volonté russe d'indépendance vis-à-vis de la monnaie américaine constitue pour les Etats-Unis un acte hostile sur les plans monétaire, économique et financier, car c'est toute la suprématie mondiale dont ils jouissent abusivement par son dollar qui est mise en cause.

On sait d'ailleurs jusqu'où les Etats-Unis peuvent aller lorsque leurs intérêts sont menacés quand des pays en confrontation avec eux essaient de s'émanciper de la domination du dollar. Ils peuvent devenir très violents.

L'Iran, l'Irak et la Libye, par exemple, ont été brutalement écrasés pour avoir essayé de se débarrasser de leurs créances sur le Trésor américain en raison de doutes sur la solidité du dollar. Ils voulaient simplement consolider la richesse procurée par leurs revenus pétroliers en la convertissant en or. Face à la puissance militaire américaine au service de leur hégémonisme, ces pays n'étaient pas en mesure de se défendre. On sait ce qu'il est advenu des régimes irakien et libyen et de leurs dirigeants. On a souvent souligné comment la guerre d'Irak de 2003 avait été déclenchée : Saddam Hussein avait simplement annoncé des transactions pétrolières en euros. Il l'a payé de sa vie. L'exemple du colonel Kadhafi est également édifiant. Il s'était réconcilié avec l'Occident mais la

guerre fut déclenchée en 2011 après son annonce de création d'un dinar africain fondé sur l'or. Il l'a également payé de sa vie.

Mais la Russie n'est ni l'Iran, ni l'Irak, ni la Libye. C'est une puissance nucléaire au même titre que les Etats-Unis qui possède la capacité de se défendre. Les Etats-Unis sont cependant prêts à tout pour neutraliser définitivement la Russie même s'ils ne peuvent pas l'attaquer de front. Ils ne peuvent pas non plus passer pour l'agresseur en révélant au monde entier la véritable cause de la guerre, financière et monétaire. Il leur fallait donc trouver une solution pour faire la guerre à la Russie, une guerre par procuration. Ils y travaillent depuis la fin de la Guerre froide par le biais de l'OTAN et sa politique d'expansion continue vers l'Est. Leur projet s'est précisé avec l'organisation d'un coup d'Etat en 2014 en Ukraine, pays frontalier de la Russie. Depuis huit ans, tout a été fait pour que les conditions d'un conflit armé entre l'Ukraine et la Russie soient réunies. Il fallait simplement trouver le moyen pour que la Russie le déclenche. Et Vladimir Poutine est tombé dans le piège.

Cette faute – car il s'agit d'une agression – était cependant inévitable. Vladimir Poutine n'est pas tombé bêtement dans ce piège, car il n'avait pas l'intention de déclencher le feu. Il savait que le coût d'un tel conflit pouvait être lourd. Il y a cependant été contraint par le machiavélisme des Etats-Unis poussant le régime ukrainien aux bombardements sur des populations civiles qui devaient précéder une opération de nettoyage de la région du Donbass. Le président russe ne pouvait pas ne pas intervenir pour protéger des populations civiles, russophones de surcroît. Tout a été fait, en fait, pour que cela se déroule ainsi et si cela entraîne la mort de part et d'autre, ce n'est certainement pas ce qui préoccupe les Américains qui ne se soucient que de leurs intérêts.

N'oublions pas que les Etats-Unis sont prêts à tout pour défendre leur suprématie, y compris la guerre, directe ou par procuration comme dans ce conflit. Le risque de guerre totale aujourd'hui n'est pas le fait de la Russie mais des Etats-Unis. La situation pourrait évoluer dramatiquement dans la mesure où militairement, sur le terrain, l'Ukraine est en train de perdre la partie malgré l'appui des Occidentaux. Les Etats-Unis ne peuvent pas ne pas l'avoir compris et le danger réside dans la radicalisation du discours tenu par des dirigeants américains peu enclins à accepter la défaite de leur projet, d'autant plus que la vague de sanctions financières et monétaires décidée devait être dévastatrice pour la Russie. Or, aujourd'hui la monnaie russe, le rouble, est au plus haut. Par ailleurs, la Russie a des finances saines. Elle est peu endettée et n'a pas de déficit budgétaire. De plus, sa balance commerciale est excédentaire, ce qui n'est pas le cas, et de loin, de tous les pays gravitant autour et sous la domination contrainte du dollar. Il faut reconnaître qu'elle a dans à peu près tous les domaines la capacité d'être autonome, capacité renforcée au fil du temps par les sanctions précédentes. En revanche, les pays européens sont frappés de plein fouet et vont l'être durement par les conséquences des sanctions qu'ils ont décidées contre la Russie. Ces derniers devraient, avant qu'il ne soit trop tard, admettre que cette guerre n'est pas la leur.

Cela dit, en procédant ainsi, les Etats-Unis n'ont-ils pas ouvert la boîte de Pandore ? N'ont-ils pas eux-mêmes provoqué le doute dans de nombreux pays sur la pérennité de la suprématie du dollar, car la saisie d'une partie des réserves russes en dollars et en euros détenues dans les banques occidentales confirme ou réussit à convaincre le reste du monde de la nécessité de ne plus dépendre des Américains et des Européens.

La guerre en Ukraine et les sanctions déclenchées par l'Occident pourraient ainsi accélérer la réorganisation du monde sur le plan monétaire. D'ailleurs, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) travaillent dès à présent à la mise en place d'une

monnaie de réserve qui serait calculée à partir d'un panier de l'ensemble de leurs monnaies. Les mêmes pays se sont attelés également à la mise en place d'un système de paiement alternatif à Swift. Cette démarche pourrait séduire d'autres pays et le groupe des BRICS pourrait s'élargir à l'Iran et à l'Argentine qui ont fait acte de candidature. Le Mexique et l'Indonésie seraient également intéressés.

On le constate, le monde est peut-être en train de basculer avec cette guerre entre l'Ukraine et la Russie, en réalité une guerre déclarée à la Russie par les Etats-Unis, et le règne incontesté du dollar est peut-être terminé ou en voie de l'être. Les Etats-Unis l'accepteront-ils ? Ne sont-ils pas prêts à déclencher l'impensable pour s'y opposer ? La question est posée.

## CONCLUSIONS

Dans ce conflit, personne ne nie que la Russie est l'agresseur. Cette agression doit être condamnée. Mais le régime de Kiev doit également être condamné pour n'avoir pas voulu appliquer les accords de Minsk qu'il a pourtant signés en 2014 et 2015. Il ne faut pas oublier que Volodymyr Zelensky a été élu en 2019 sur un programme de paix avec la promesse d'apaiser les tensions avec la Russie et de résoudre la crise dans l'est de l'Ukraine. La France et l'Allemagne sont aussi blâmables pour ne pas avoir respecté leur signature qui faisait de ces deux pays les garants de l'application de ces accords de Minsk. Les Etats-Unis et l'OTAN, par leur action menée depuis trois décennies contre la Russie et en particulier par leur action conduite en Ukraine depuis une dizaine d'années doivent être condamnés. Enfin, les Etats-Unis ont tout fait en ce début d'année 2022 pour que ce conflit éclate. *« Les responsables des guerres ne sont pas ceux qui les déclenchent mais ceux qui les ont rendues inévitables »*. Cette formule attribuée à Montesquieu illustre parfaitement le conflit actuel. Les Russes ont déclenché cette guerre, mais les Etats-Unis l'ont rendue inévitable.

Aujourd'hui, l'Occident est prompt à condamner la Russie en diabolisant son président, Vladimir Poutine. Alors que ce conflit n'est pas seulement militaire – il est aussi, entre autres, médiatique – les médias et la grande majorité des commentateurs imposent leur grille de lecture pour analyser la situation et les enjeux en reprenant le narratif élaboré par le régime de Kiev et relayé par les Anglo-Saxons, occultant totalement ce qui s'est passé avant le 24 février 2022.

C'est donc une analyse partielle et partielle qui domine et qui refuse résolument de prendre en compte les raisons historiques qui ont conduit à ce drame, car elles mettent en lumière le rôle et la responsabilité des Etats-Unis, de l'OTAN et du régime de Kiev dans ce conflit qui – il faut le rappeler – n'aurait jamais dû avoir lieu.

Par ailleurs, comment comprendre cette hystérie anti-russe totalement démesurée et devenue pathologique qui constitue finalement l'axe majeur de la politique américaine, hystérie moins marquée mais cependant partagée par des pays européens dont l'intérêt est pourtant l'établissement de rapports pacifiés sur le continent européen ? Cette même hystérie, cette même condamnation se sont-elles manifestées contre les Etats-Unis qui ont agressé la Serbie en 1999 et l'Irak en 2003, pour ne prendre que ces deux exemples, bafouant ainsi le droit international et la Charte des Nations unies ? A-t-on condamné leurs nombreuses interventions décidées unilatéralement et leurs conséquences qui se sont traduites par des dizaines, voire des centaines de milliers de morts et des destructions considérables ? Comment comprendre ce deux poids, deux mesures évident ?

Pour qui a servi la France sous l'uniforme et participé à la Guerre froide contre le Pacte de Varsovie et donc contre l'ex-URSS qui l'a perdue, puis participé à la gestion d'autres crises majeures dont celle de l'agression de l'Irak en 2003 par les Etats-Unis au sein d'un organisme interministériel relevant du Premier ministre, tout ce qui touche à la protection et à la défense de nos compatriotes, donc de la nation et du territoire national, tout ce qui touche aux intérêts de la France et donc aux menaces qui peuvent affecter notre pays demeure une source d'intérêt et de préoccupation. De surcroît, issu de la communauté du Renseignement, je considère avoir acquis une certaine expérience sur la façon d'appréhender et de gérer une crise. L'indépendance dans ce domaine est un facteur capital et c'est la capacité de suivre au plus près la situation et celle d'orienter ses propres

sources (imagerie satellitaire, reconnaissance aérienne, sources techniques, sources humaines multiples dont on doit connaître le niveau de fiabilité de chacune), déterminée par le besoin exprimé, qui permet de collecter des informations analysées ensuite par les experts. Ce travail d'analyse débouche ensuite sur la production de synthèses nationales qui sont mises à la disposition du chef, en l'occurrence dans la crise présente le président de la République qui en tient compte dans les décisions qu'il est amené à prendre, ou pas. Il est possible d'enrichir ces dernières grâce à des échanges avec des partenaires ou des alliés. Il faut cependant rester prudent et conserver toujours un esprit critique pour éviter toute tentative d'enfumage ou de manipulation de la part d'un allié comme les Etats-Unis lorsque dans certains domaines nous accusons une lacune et donc une dépendance. Il ne faut pas, en raison d'un manque d'informations dû à une lacune des moyens nationaux, se laisser entraîner dans des actions qui répondent aux intérêts d'un allié comme les Etats-Unis qui peut mentir avec l'information fournie. Il ne s'agit pas ici de fantasme mais d'un constat vécu au cours de la guerre en ex-Yougoslavie.

Par ailleurs, j'ajoute que pendant la Guerre froide, l'ennemi était bien le Pacte de Varsovie dirigé par l'ex-URSS. Cette guerre nous l'avons gagnée, il y a maintenant plus de trente ans. Mais depuis, beaucoup de choses ont changé qui auraient pu conduire à de nouvelles relations politiques entre d'une part les pays européens et notamment l'Union européenne et d'autre part la Russie. D'ailleurs, sur le plan des échanges commerciaux c'est bien ce qu'il s'est passé depuis le début des années 2000. Mais les sanctions économiques décrétées après l'agression de l'Ukraine traduisent le reniement de tout le travail entrepris depuis de nombreuses années sur le continent européen dans l'intérêt bien compris de chacun. Il est regrettable qu'un rapprochement plus concret avec la Russie n'ait pas été recherché notamment dans le domaine de l'analyse et de la lutte contre l'islamisme, menace majeure qui pèse sur l'ensemble du continent européen et qui nous est commune. D'ailleurs, c'est bien cette menace qui a conduit la Russie à intervenir efficacement en Syrie en fin d'année 2015, évitant ainsi l'effondrement de ce pays qui aurait entraîné la prise de pouvoir par les islamistes. Ces derniers auraient provoqué ensuite par un effet domino la destabilisation du Liban et de la Jordanie, entraînant une nouvelle vague importante de réfugiés. Mais il est vrai que les Européens vassalisés ne sont capables ni de comprendre quels sont leurs propres intérêts ni de désigner l'ennemi.

L'exemple du conflit Ukraine-Russie est emblématique de cette incapacité. Le narratif fourni par le régime ukrainien et relayé, voire imposé par les Etats-Unis est le seul présenté par des médias subventionnés et leurs journalistes bafouent et trahissent la Charte de Munich. Ce narratif n'est en rien le produit de services de renseignement professionnels et scrupuleux mais plutôt celui d'une entreprise de déformation de la réalité engagée par des acteurs partiels dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas toujours été aussi virulents à l'égard d'un autre agresseur, les Etats-Unis. N'est-il pas légitime de s'interroger sur les véritables motivations de ceux qui cherchent à imposer cette lecture partielle et à empêcher toute réflexion indépendante et sérieuse ? A l'évidence, elles existent et des questions doivent être posées pour nous Français : qui a décidé de limoger le général commandant la DRM ? A-t-il été relevé de son commandement parce que la DRM n'adhérait pas à la version des faits que les Etats-Unis voulait imposer ? Pourquoi a-t-on choisi de nous aligner sur l'analyse américaine et de rejeter celle de la DRM parfaitement fondée et qui, en ne privilégiant pas l'hypothèse d'une attaque russe, offrait l'opportunité à nos dirigeants de tenter de faire baisser les tensions en provoquant des discussions ? Pourquoi nos médias ne cessent de commencer certains propos par « *selon les services de renseignement américains* » ? Pourquoi ne jamais parler du point de vue de nos services de renseignement ? A-t-on demandé à nos experts du renseignement de se taire après le limogeage contestable du général commandant la DRM ?

Cette guerre est un grand malheur pour l'Europe dont les dirigeants ne savent malheureusement pas tirer les leçons de l'Histoire parce qu'ils sont aveuglément soumis aux Etats-Unis dont le but est d'empêcher tout rapprochement avec la Russie. Cette guerre est bien celle des Américains et n'est absolument pas dans l'intérêt des Européens qui se suicident économiquement et géopolitiquement en raison des sanctions décidées contre la Russie. La France n'a aucun intérêt à défendre en Ukraine ou en Mer Noire.

Les intérêts bien compris de la France sont d'avoir et de défendre une analyse indépendante pour conduire une politique étrangère souveraine qui ne soit pas dictée par un allié puissant comme les Etats-Unis avec lequel nous pouvons avoir des points d'accord, mais de désaccords aussi, ou par l'OTAN devenue une organisation non seulement offensive, mais belliciste au service des seuls intérêts américains et certainement pas européens. Cela est d'autant plus évident et nécessaire qu'à un moment ou à un autre des relations nouvelles avec la Russie devront être rétablies pour reconstruire un espace de sécurité dans lequel elle a, que certains le veuille ou pas, toute sa place. Cela nous concerne directement nous Européens et en particulier Français. Il faut assurer la protection des peuples européens et la stabilité du continent européen. C'est l'intérêt de l'Europe et donc de l'UE, manifestement pas celui des Etats-Unis.

Car le risque d'une conflagration réside aujourd'hui dans le fait que la situation militaire n'évolue pas dans le sens attendu par les Etats-Unis, malgré l'aide massive apportée à l'Ukraine, ce qui contrarie fortement les objectifs de ces derniers et les conduit à radicaliser leur discours. Circonstance aggravante, ce conflit oppose en réalité les Etats-Unis à la Russie, les deux plus grandes puissances nucléaires au monde et les dirigeants américains et russes ne se parlent pas ! Et ce n'est certainement pas, le président français qui pourra jouer dorénavant l'intermédiaire. Il n'a pas réussi à le faire dans la mesure où sa démarche était partisane dès le début et parce que sa vision de la diplomatie à ciel ouvert, avec les indiscretions sur des conversations tenues avec Vladimir Poutine l'a discrédité. Peut-on rappeler que lors de la crise des missiles de Cuba en 1962, c'est bien une négociation – donc le dialogue – entre les Etats-Unis et l'ex-URSS qui mit fin à l'escalade ? Sans ce dialogue, une guerre nucléaire aurait pu avoir lieu. L'ex-URSS avait bien compris que cette question était considérée comme existentielle par les Etats-Unis et leur projet fut sagement abandonné. Les Etats-Unis seront-ils capables aujourd'hui de reconnaître, à leur tour, que la question de l'Ukraine est une question existentielle pour la Russie et qu'il est temps de renoncer à leur entreprise ? Quant à l'Union européenne, se rend-elle compte que non seulement elle sacrifie économiquement les peuples qu'elle est censée protéger mais qu'elle les place en première ligne dans l'éventualité d'un débordement des combats militaires hors du champ actuel alors que cette guerre n'est pas la sienne ? Sa responsabilité dans l'évolution de la situation des dernières semaines précédant le 24 février dernier est grande.

En n'ayant pas voulu admettre que l'Ukraine ne pouvait pas adhérer à l'OTAN après l'expansion continue de cette dernière jusqu'aux frontières russes depuis la fin de la Guerre froide, en n'ayant pas osé chercher à convaincre les Etats-Unis de la légitimité de la position de la Russie sur le sujet, l'Union européenne a commis une faute inexcusable. Car cette faute se traduira, en plus des conséquences dramatiques des sanctions économiques que subiront les peuples européens, par un suicide géopolitique et géostratégique et par l'éclatement de l'Ukraine qui aurait pu être évité.

En effet, après le lourd tribut payé par la Russie au cours de la première phase de cette guerre, penser que des négociations, lorsqu'elle auront lieu, permettraient à l'Ukraine de revenir à la situation d'avant le 24 février 2022 est une grosse erreur. L'acharnement des Etats-Unis, de l'OTAN et de l'UE à prolonger un conflit pourtant perdu d'avance et

l'entêtement du président ukrainien placent, en fait, la Russie en position de force. Le temps joue pour cette dernière qui pourrait désormais chercher à reconstituer la *Novorossiya* (annexe 5) donnant naissance à un nouvel Etat qui resterait sous la houlette de Moscou, ou qui serait annexé à la Russie.

On constate les conséquences pour nous Européens d'un alignement pavlovien d'une Union européenne totalement soumise à des Etats-Unis prêts à sacrifier des vies européennes pour atteindre des objectifs qui sont contraires à nos intérêts sur le continent européen. N'est-il pas temps que la raison reprenne ses droits et que l'UE s'émancipe enfin de la tutelle exercée abusivement par des Etats-Unis tout puissants qui l'empêche de décider par elle-même ? Il est temps d'adopter une approche politique des problèmes de nature géopolitique et géostratégique en fonction des impératifs liés à la réalité.

Les mois qui viennent seront décisifs pour l'Union européenne.

Soit elle réalise que cette guerre entre l'Ukraine et la Russie était largement évitable et qu'elle a commis une erreur en suivant aveuglément les Etats-Unis et l'OTAN dans une démarche contraire à ses propres intérêts sur le continent européen. Cela pourrait se traduire par un sursaut collectif qui pourrait d'ailleurs être provoqué par les conséquences désastreuses des sanctions décidées contre la Russie que vont subir les peuples européens.

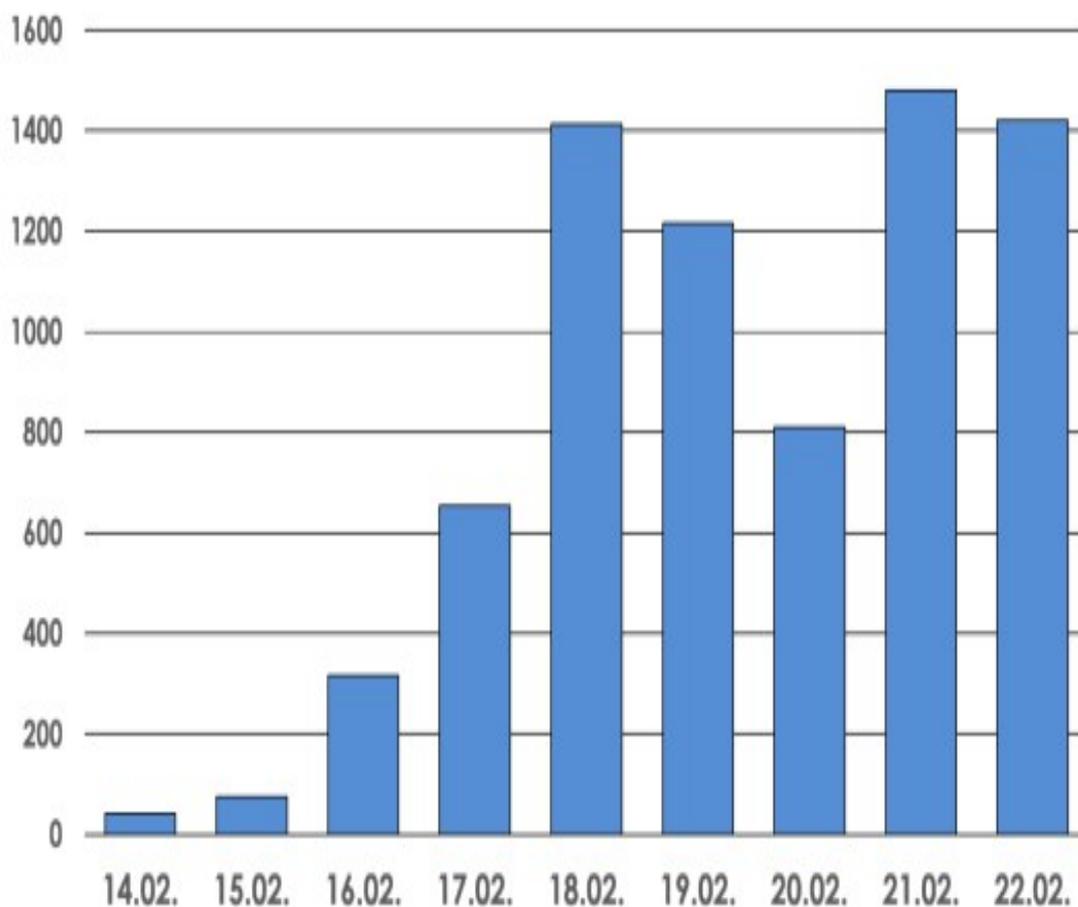
Soit l'Union européenne persiste dans son erreur qui traduit, en fait, une approche essentiellement anti-russe de cette crise. Cela précipiterait alors sa chute et sa perte de crédibilité et d'influence notamment sur le continent européen. Les peuples européens auraient alors à souffrir beaucoup plus fortement et durablement que la Russie des nombreuses conséquences des sanctions économiques décidées.

J'ajoute que la France présidait l'Union européenne pendant le premier semestre 2022. Elle a malheureusement manqué le rendez-vous capital que l'Histoire lui offrait avec cette crise, avant et après son déclenchement. Il se pourrait bien qu'elle nous le fasse payer.

Le 20 juillet 2022

Général (2s) Antoine MARTINEZ

## Nombre d'explosions enregistrées au Donbass (14-22 février 2022)



*L'augmentation massive des tirs contre la population du Donbass dès le 16 février indique aux Russes qu'une offensive majeure est imminente. C'est ce qui conduit Vladimir Poutine à reconnaître l'indépendance des Républiques et à envisager une intervention dans le cadre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies.*

**[Source: OSCE SMM Daily Reports]**

## annexe 2

### Point de situation des combats en Ukraine

Sources : Liveuamap, Wikipédia



1. Transnistrie

2. Crimée

3. Donbass



## Symbolique nazie des milices ukrainiennes



Insigne de la 2<sup>e</sup>  
PANZERDIVISION  
SS « DAS REICH »

*En 1943, la 2e SS Panzerdivision « Das Reich » a combattu en Ukraine et repris Kharkov à l'Armée Rouge. Elle est responsable du massacre d'Oradour sur Glane en France, le 10 juin 1944.*



Logo du parti  
SVOBODA  
(1<sup>ère</sup> version)

*Le parti social-nationaliste SVOBODA est l'un des moteurs de la révolution de la place Maïdan en novembre 2013-février 2014. Il est qualifié de néo-nazi par le Congrès Juif Mondial, et est jugé contraire aux valeurs européennes par le Parlement européen.*



Insigne du groupe  
PATRIOT UKRAÏNI

*La milice nationaliste PATRIOT UKRAÏNI est issue du parti SVOBODA. Ses cadres ont fourni l'ossature des cadres du bataillon AZOV.*



Insigne du  
Bataillon AZOV

*Unité paramilitaire créée par des cadres de la milice PATRIOT UKRAÏNI. Le bataillon AZOV a été officialisé le 5 mai 2014. En septembre 2014, il est élevé au niveau de régiment et intégré aux troupes du ministère de l'Intérieur. Sa désignation officielle est : Détachement de Forces Spéciales « AZOV ».*

## annexe 5

### *La Novorossiya*



En octobre 2014, les rebelles du sud de l'Ukraine joignent leurs forces pour créer les « Forces conjointes de Novorossiya ». La rébellion est rapidement matée par les nouvelles autorités de Kiev. Cet épisode est oublié de nos médias, car il montre que la résistance au coup d'Etat de Maïdan n'était pas limitée au Donbass, mais concernait presque tout le sud du pays. C'est probablement à l'intérieur de ces frontières (à rapprocher de la carte (cf. annexe 6) sur l'usage de la langue russe) que pourrait émerger un nouvel État, sous la houlette de Moscou.

annexe 6

Usage de la langue russe en Ukraine (2003)

